

Secrétariat Général

Tél : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171219-D-2017-194-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-194

PERSONNEL

Objet : PRESENTATION DU RAPPORT EGALITE FEMMES HOMMES

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Marie-Christine VION-LECLERC donne pouvoir à Marion JEANNE, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

En application de la loi n°2014-873 du 4 août 2014 pour l'égalité réelle entre les femmes et les hommes (articles 61 et 77 de la loi) de l'article L 2311-1-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les communes et EPCI de plus de 20 000 habitants, les départements et les régions doivent présenter à l'assemblée délibérante un rapport annuel en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.

Les modalités et contenu de ce rapport ont été précisés par décret n°2015-761 du 24 juin 2015.

Il appréhende la collectivité comme employeur en présentant la politique ressources humaines de la collectivité en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes : recrutement, formation, temps de travail, promotion professionnelle, conditions de travail, rémunération, articulation vie professionnelle/vie personnelle.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

de la présentation du rapport, annexé à la présente délibération, concernant la situation en matière d'égalité femmes-hommes préalablement aux débats sur le projet de budget pour l'exercice 2018,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.



Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-195

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU les articles L 2311-1, L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs au vote du budget primitif,

VU l'instruction budgétaire et comptable M14 applicable au budget principal,

VU le document budgétaire prévisionnel pour l'exercice 2018 joint en annexe

Lors de la séance du 20 novembre 2017 le conseil municipal a débattu sur les orientations budgétaires 2018 du budget principal et voté le rapport d'orientation budgétaire conformément aux dispositions prévues à l'article 2312-1 du CGCT.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, a été élaboré le projet de budget primitif pour l'exercice 2018.

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées, par l'assemblée délibérante, l'ensemble des ressources et des charges d'un exercice budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le BUDGET PRIMITIF 2018 du budget principal présenté ci-après par chapitre et opération :

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	16 951 743,26	17 336 173,86	17 336 173,86
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	36 696 177,00	38 490 320,64	38 490 320,64
014	ATTENUATIONS DE PRODUITS	636 300,00	721 000,00	721 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	15 054 939,00	15 364 678,55	15 364 678,55
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS			
Total des dépenses de gestion courante		69 339 159,26	71 912 173,05	71 912 173,05
66	CHARGES FINANCIERES	2 347 500,00	2 231 350,00	2 231 350,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	211 500,00	224 700,00	224 700,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS	0,00	0,00	0,00
022	DEPENSES IMPREVUES			
Total des dépenses réelles de fonctionnement		71 898 159,26	74 368 223,05	74 368 223,05
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	6 789 687,18	5 937 053,63	5 937 053,63
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	4 082 075,00	4 086 310,00	4 086 310,00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT			
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		10 871 762,18	10 023 363,63	10 023 363,63
TOTAL		82 769 921,44	84 391 586,68	84 391 586,68

FONCTIONNEMENT

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
013	ATTENUATIONS DE CHARGES	250 000,00	250 000,00	250 000,00
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	4 621 004,00	5 079 419,70	5 079 419,70
73	IMPOTS ET TAXES	64 864 570,00	65 262 950,99	65 262 950,99
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS	11 849 877,00	12 557 110,00	12 557 110,00
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	953 480,57	1 039 314,06	1 039 314,06
Total des recettes de gestion courante		82 538 931,57	84 188 794,75	84 188 794,75
76	PRODUITS FINANCIERS	590,00	0,00	0,00
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS	52 799,87	61 692,93	61 692,93
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)			
Total des recettes réelles de fonctionnement		82 592 321,44	84 250 487,68	84 250 487,68
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	177 600,00	141 099,00	141 099,00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)			
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		177 600,00	141 099,00	141 099,00
TOTAL		82 769 921,44	84 391 586,68	84 391 586,68

INVESTISSEMENT

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
10	STOCKS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	401 915,00	733 130,00	733 130,00
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES	538 000,00	283 000,00	283 000,00
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	2 935 944,00	6 640 107,61	6 640 107,61
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	1 944 100,00	1 295 366,56	1 295 366,56
	Total des opérations d'équipement	5 245 000,00	7 219 000,00	7 219 000,00
	Total des dépenses d'équipement	11 064 959,00	16 170 604,17	16 170 604,17
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES	549 000,00	0,00	0,00
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES	0,00	100 000,00	100 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	14 080 721,00	13 156 481,00	13 156 481,00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 700 000,00	1 700 000,00	1 700 000,00
020	DEPENSES IMPREVUES			
	Total des dépenses financières	20 329 721,00	14 956 481,00	14 956 481,00
45...	Total des opé.pour compte de tiers	3 000,00	3 000,00	3 000,00
	Total des dépenses réelles d'investissement	31 397 680,00	31 130 085,17	31 130 085,17
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	177 600,00	141 099,00	141 099,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	6 200 000,00	5 400 000,00	5 400 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	6 377 600,00	5 541 099,00	5 541 099,00
	TOTAL	37 775 280,00	36 671 184,17	36 671 184,17

INVESTISSEMENT

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
10	STOCKS			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)	1 541 195,00	2 856 000,00	2 856 000,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	9 907 302,82	9 285 006,54	9 285 006,54
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)			
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00	0,00
	Total des recettes d'équipement	11 448 497,82	12 141 006,54	12 141 006,54
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)	1 835 000,00	4 018 500,00	4 018 500,00
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES			
138	AUTRES SUBV D INVESTISSEMENT NON TRANSFERABLES	0,00	0,00	0,00
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS			
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	5 703 994,00	1 700 000,00	1 700 000,00
024	PRODUITS DES CESSIONS	1 713 026,00	3 385 314,00	3 385 314,00
	Total des recettes financières	9 252 020,00	9 103 814,00	9 103 814,00
45...	Total des opé.pour compte de tiers	3 000,00	3 000,00	3 000,00
	Total des recettes réelles d'investissement	20 703 517,82	21 247 820,54	21 247 820,54
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	6 789 687,18	5 937 053,63	5 937 053,63
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	4 082 075,00	4 086 310,00	4 086 310,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	6 200 000,00	5 400 000,00	5 400 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	17 071 762,18	15 423 363,63	15 423 363,63
	TOTAL	37 775 280,00	36 671 184,17	36 671 184,17

Opérations d'équipement

Opérations	Pour mémoire budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	Vote
09011 SANITAIRES PUBLICS	170 000,00	0,00	0,00
09012 RUE JEAN VILAR	0,00	200 000,00	200 000,00
11001 PNRQUAD	777 500,00	715 000,00	715 000,00
12001 TRAVAUX VOIRIE	1 205 000,00	985 000,00	985 000,00
13001 SNCM	50 000,00	50 000,00	50 000,00
14001 CPE MIXTE	400 000,00	100 000,00	100 000,00
15001 FALAISES TERRESTRES ET MARITIMES	276 000,00	50 000,00	50 000,00
15002 PONT TIVOLI	200 000,00	200 000,00	200 000,00
16001 OUVRAGES ART	250 000,00	300 000,00	300 000,00
16002 PARC CHATEAU EAU	100 000,00	275 000,00	275 000,00
16003 RUES CHAVASSE ET GAMBARD	450 500,00	580 000,00	580 000,00
16004 AGENDA ACCESSIBILITE PROGRAMME	311 000,00	279 000,00	279 000,00
16005 PREEMPTION CONSTRUCTIONS	150 000,00	100 000,00	100 000,00
16006 FACADES	100 000,00	100 000,00	100 000,00
16007 PREEMPTION TERRAINS NUS	150 000,00	100 000,00	100 000,00
16008 TRAVAUX ECOLES	405 000,00	405 000,00	405 000,00
16009 REHABILITATION RUE GAMBETTA	250 000,00	0,00	0,00
17001 RENOVATION TENNIS CLUB DU BARROU	0,00	180 000,00	180 000,00
17002 RENOVATION DES CIMETIERES	0,00	100 000,00	100 000,00
17003 PONT DU CONSERVATOIRE INTERCOMMUNAL	0,00	500 000,00	500 000,00
17004 REQUALIFICATION CORNICHE DE NEUBURG	0,00	2 000 000,00	2 000 000,00
TOTAL	5 245 000,00	7 219 000,00	7 219 000,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte le BUDGET PRIMITIF 2018 du budget principal tel qu'il est présenté, pour un montant global de :

Libellés	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	TOTAL DU BUDGET
Dépenses	84 391 586,68	36 671 184,17	121 062 770,85
Recettes	84 391 586,68	36 671 184,17	121 062 770,85

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTÉE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE, Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-d-2017-196-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-196

FINANCES

Objet : BUDGET EAU - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

- VU** les articles L 2311-1, L 2312-1 et suivants du code général des collectivités territoriales relatifs au vote du budget primitif,
- VU** l'instruction budgétaire et comptable M49 applicable au budget annexe de l'eau,
- VU** le document budgétaire prévisionnel pour l'exercice 2018 joint en annexe,

Considérant que pour des raisons techniques relatives aux modalités de récupération de la TVA sur les investissements, la collectivité fait le choix de changer le mode de gestion du budget annexe de l'eau.

A partir du 1^{er} janvier 2018, ce budget sera géré en hors taxe (HT) et non plus en toutes taxes comprises (TTC).

Lors de la séance du 20 novembre 2017 le conseil municipal a voté le débat d'orientations budgétaires 2018 du budget annexe de l'eau sur la base d'un rapport, conformément aux dispositions prévues à l'article L2312-1 du CGCT.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, a été élaboré le projet de budget primitif pour l'exercice 2018.

Le budget est l'acte par lequel sont prévues et autorisées, par l'assemblée délibérante, l'ensemble des ressources et des charges d'un exercice budgétaire.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le BUDGET PRIMITIF 2018 du budget annexe de l'eau présenté ci-après par chapitre et opérations :

FONCTIONNEMENT

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
011	CHARGES A CARACTERE GENERAL	16 500,00	15 000,00	15 000,00
012	CHARGES DE PERSONNEL ET FRAIS ASSIMILES	80 000,00	80 000,00	80 000,00
65	AUTRES CHARGES DE GESTION COURANTE	80 000,00	80 000,00	80 000,00
656	FRAIS DE FONCTIONNEMENT DES GROUPES D'ELUS			
Total des dépenses de gestion courante		176 500,00	175 000,00	175 000,00
66	CHARGES FINANCIERES	558 000,00	502 000,00	502 000,00
67	CHARGES EXCEPTIONNELLES	96 232,00	8 000,00	8 000,00
68	DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS			
022	DEPENSES IMPREVUES	50 000,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		880 732,00	685 000,00	685 000,00
023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	1 731 768,00	1 476 758,00	1 476 758,00
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	303 500,00	350 000,00	350 000,00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT			
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		2 035 268,00	1 826 758,00	1 826 758,00
TOTAL		2 916 000,00	2 511 758,00	2 511 758,00

FONCTIONNEMENT

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Proposition Budget Primitif 2018	VOTE
013	ATTENUATIONS DE CHARGES			
70	PRODUITS DES SERVICES, DU DOMAINE ET VENTES DIVERSES	2 636 000,00	2 230 075,00	2 230 075,00
73	IMPOTS ET TAXES			
74	DOTATIONS, SUBVENTIONS ET PARTICIPATIONS			
75	AUTRES PRODUITS DE GESTION COURANTE	0,00	0,00	0,00
Total des recettes de gestion courante		2 636 000,00	2 230 075,00	2 230 075,00
76	PRODUITS FINANCIERS			
77	PRODUITS EXCEPTIONNELS			
78	REPRISES SUR AMORTISSEMENTS ET PROVISIONS (4)			
Total des recettes réelles de fonctionnement		2 636 000,00	2 230 075,00	2 230 075,00
042	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS (5)	280 000,00	281 683,00	281 683,00
043	OPERATION ORDRE A L INTERIEUR DE LA S.FONCT (5)			
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		280 000,00	281 683,00	281 683,00
TOTAL		2 916 000,00	2 511 758,00	2 511 758,00

INVESTISSEMENT

DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
10	STOCKS			
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)	20 000,00	37 000,00	37 000,00
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES	445 000,00	672 565,00	672 565,00
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS	0,00	0,00	0,00
	Total des opérations d'équipement	1 507 229,00	388 333,00	388 333,00
013001	dont REHABILITATION CONDUITE ISSANKA	1 312 229,00	33 333,00	33 333,00
016003	dont RUES CHAVASSE ET GAMBARD	195 000,00	185 000,00	185 000,00
18001	dont REQUALIFICATION CORNICHE DE NEUBURG	0,00	170 000,00	170 000,00
	Total des dépenses d'équipement	1 972 229,00	1 097 898,00	1 097 898,00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES			
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES	1 535 539,00	1 502 344,00	1 502 344,00
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS	0,00	0,00	0,00
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES			
020	DEPENSES IMPREVUES			
	Total des dépenses financières	1 535 539,00	1 502 344,00	1 502 344,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers			
	Total des dépenses réelles d'investissement	3 507 768,00	2 600 242,00	2 600 242,00
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	280 000,00	281 683,00	281 683,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 412 500,00	985 000,00	985 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	1 692 500,00	1 266 683,00	1 266 683,00
TOTAL		5 200 268,00	3 866 925,00	3 866 925,00

INVESTISSEMENT

RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
10	STOCKS			
13	SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT RECUES (hors 138)	350 000,00	70 167,00	70 167,00
16	EMPRUNTS ET DETTES ASSIMILEES (hors 165)	1 030 000,00	985 000,00	985 000,00
20	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (sauf 204)			
204	SUBV EQUIPEMENTS VERSEES			
21	IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
22	IMMOBILISATIONS RECUES EN AFFECTATION			
23	IMMOBILISATIONS EN COURS			
	Total des recettes d'équipement	1 380 000,00	1 055 167,00	1 055 167,00
10	DOTATIONS, FONDS DIVERS ET RESERVES (hors 1068)			
1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES			
165	DEPOTS ET CAUTIONNEMENTS RECUS			
18	COMPTE DE LIAISON : AFFECTATIONS			
26	PARTICIPATIONS ET CREANCES RATTACHEES A DES PARTICIPATIONS			
27	AUTRES IMMOBILISATIONS FINANCIERES	372 500,00	0,00	0,00
024	PRODUITS DES CESSIONS			
	Total des recettes financières	372 500,00	0,00	0,00
45...	Total des opé. pour compte de tiers			
	Total des recettes réelles d'investissement	1 752 500,00	1 055 167,00	1 055 167,00
021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	1 731 768,00	1 476 758,00	1 476 758,00
040	OPERATION D ORDRE DE TRANSFERTS ENTRE SECTIONS	303 500,00	350 000,00	350 000,00
041	OPERATIONS PATRIMONIALES	1 412 500,00	985 000,00	985 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	3 447 768,00	2 811 758,00	2 811 758,00
TOTAL		5 200 268,00	3 866 925,00	3 866 925,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte le BUDGET PRIMITIF 2018 du budget annexe de l'eau tel qu'il est présenté, pour un montant global de :


Libellés	Section de Fonctionnement	Section d'Investissement	TOTAL DU BUDGET
Dépenses	2 511 758,00	3 866 925,00	6 378 683,00
Recettes	2 511 758,00	3 866 925,00	6 378 683,00

PRECISE que les opérations comptabilisées dans le budget annexe de l'eau seront soumises à compter du 1^{er} janvier 2018 au régime de droit commun en matière de TVA,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-197**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : BUDGET PORT DES QUILLES - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Romain FERRARA Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité.

Par cet acte, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget.

Lors de la séance du 20 novembre 2017, le Conseil Municipal a voté un débat d'orientations budgétaires 2018 sur la base d'un rapport conformément aux dispositions prévues à l'article L.2312-1 du CGCT.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, le projet de budget primitif pour l'exercice 2018 a été élaboré.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le budget primitif 2018 du PORT DES QUILLES qui se présente ainsi :

**FONCTIONNEMENT
DEPENSES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
011	Charges à caractère général	236 988,00	200 000,00	200 000,00
012	Charges de personnel	43 292,00	43 000,00	43 000,00
014	Atténuations de produits			
65	Autres charges de gestion courante		4 000,00	4 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus			
Total des dépenses de gestion courante		280 280,00	247 000,00	247 000,00
66	Charges financières	6 600,00	5 800,00	5 800,00
67	Charges exceptionnelles	2 000,00	2 000,00	2 000,00
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires			
022	Dépenses imprévues			
Total des dépenses réelles de fonctionnement		288 880,00	254 800,00	254 800,00
023	Virement à la section d'investissement	9 700,00	38 050,00	38 050,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	31 200,00	36 500,00	36 500,00
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		40 900,00	74 550,00	74 550,00
TOTAL		329 780,00	329 350,00	329 350,00

**FONCTIONNEMENT
RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
013	Atténuations de charges			
70	Produits services, domaines et ventes	325 080,00	324 650,00	324 650,00
73	Impôts et taxes			
74	Dotations et participations			
75	Autres produits de gestion courante	1 500,00	1 500,00	1 500,00
Total des recettes de gestion courante		326 580,00	326 150,00	326 150,00
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels	3 200,00	3 200,00	3 200,00
78	Reprises provisions semi-budgétaires			
Total des recettes réelles de fonctionnement		329 780,00	329 350,00	329 350,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections			
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		0,00	0,00	0,00
TOTAL		329 780,00	329 350,00	329 350,00

INVESTISSEMENT DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles	45 000,00	51 550,00	51 550,00
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des dépenses d'équipement	45 000,00	51 550,00	51 550,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées	22 000,00	23 000,00	23 000,00
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
020	Dépenses imprévues			
	Total des dépenses financières	22 000,00	23 000,00	23 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des dépenses réelles d'investissement	67 000,00	74 550,00	74 550,00
040	Opération d'ordre de transfert entre sections			
041	Opérations patrimoniales			
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	67 000,00	74 550,00	74 550,00

INVESTISSEMENT RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées	26 100,00		
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des recettes d'équipement	26 100,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			
138	Autres subventions non transférables			
165	Dépôts et cautionnements reçus			
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
024	Produits des cessions d'immobilisations			
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des recettes réelles d'investissement	26 100,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	9 700,00	38 050,00	38 050,00
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	31 200,00	36 500,00	36 500,00
041	Opérations patrimoniales			
	Total des recettes d'ordre d'investissement	40 900,00	74 550,00	74 550,00
	TOTAL	67 000,00	74 550,00	74 550,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOPTÉ

le budget primitif 2018 du budget annexe du PORT DES QUILLES tel qu'il est présenté pour un montant global de :

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL BUDGET
DEPENSES	329 350,00	74 550,00	403 900,00
RECETTES	329 350,00	74 550,00	403 900,00

PRECISE

que le présent budget est voté au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et investissement,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,

La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-d-2017-198-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-198

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : BUDGET POMPES FUNEBRES - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Par cet acte, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget.

Lors de la séance du 20 novembre 2017, le Conseil Municipal a voté un débat d'orientations budgétaires 2018 sur la base d'un rapport conformément aux dispositions prévues à l'article L.2312-1 du CGCT.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, le projet de budget primitif pour l'exercice 2018 a été élaboré.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le budget primitif 2018 des POMPES FUNEBRES qui se présente ainsi :

**FONCTIONNEMENT
DEPENSES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
011	Charges à caractère général	364 500,00	263 877,00	263 877,00
012	Charges de personnel	745 800,00	760 716,00	760 716,00
014	Atténuations de produits			
65	Autres charges de gestion courante	9 000,00	9 000,00	9 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus			
Total des dépenses de gestion courante		1 119 300,00	1 033 593,00	1 033 593,00
66	Charges financières	45 500,00	42 400,00	42 400,00
67	Charges exceptionnelles	3 500,00	3 500,00	3 500,00
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires			
69	Impôts sur les bénéfices	7 500,00	0,00	0,00
022	Dépenses imprévues		46 500,00	46 500,00
Total des dépenses réelles de fonctionnement		1 175 800,00	1 125 993,00	1 125 993,00
023	Virement à la section d'investissement	10 700,00	3 307,00	3 307,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	75 000,00	81 200,00	81 200,00
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		85 700,00	84 507,00	84 507,00
TOTAL		1 261 500,00	1 210 500,00	1 210 500,00

**FONCTIONNEMENT
RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
013	Atténuations de charges			
70	Produits services, domaines et ventes	1 240 000,00	1 200 000,00	1 200 000,00
73	Impôts et taxes			
74	Dotations et participations			
75	Autres produits de gestion courante	20 000,00	9 000,00	9 000,00
Total des recettes de gestion courante		1 260 000,00	1 209 000,00	1 209 000,00
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises provisions semi-budgétaires			
Total des recettes réelles de fonctionnement		1 260 000,00	1 209 000,00	1 209 000,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	1 500,00	1 500,00	1 500,00
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		1 500,00	1 500,00	1 500,00
TOTAL		1 261 500,00	1 210 500,00	1 210 500,00

INVESTISSEMENT DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
20	Immobilisations incorporelles	13 000,00	10 500,00	10 500,00
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles	68 000,00	5 507,00	5 507,00
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours	20 000,00		
	Total des dépenses d'équipement	101 000,00	16 007,00	16 007,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées	63 500,00	67 000,00	67 000,00
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
020	Dépenses imprévues			
	Total des dépenses financières	63 500,00	67 000,00	67 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des dépenses réelles d'investissement	164 500,00	83 007,00	83 007,00
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	1 500,00	1 500,00	1 500,00
041	Opérations patrimoniales	6 000,00	5 000,00	5 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	7 500,00	6 500,00	6 500,00
	TOTAL	172 000,00	89 507,00	89 507,00

INVESTISSEMENT RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées	80 300,00		
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des recettes d'équipement	80 300,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			
138	Autres subventions non transférables			
165	Dépôts et cautionnements reçus			
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
024	Produits des cessions d'immobilisations			
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des recettes réelles d'investissement	80 300,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement	10 700,00	3 307,00	3 307,00
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	75 000,00	81 200,00	81 200,00
041	Opérations patrimoniales	6 000,00	5 000,00	5 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	91 700,00	89 507,00	89 507,00
	TOTAL	172 000,00	89 507,00	89 507,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte le budget primitif 2018 du budget annexe des POMPES FUNEBRES tel qu'il est présenté pour un montant global de :

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL BUDGET
DEPENSES	1 210 500,00	89 507,00	1 300 007,00
RECETTES	1 210 500,00	89 507,00	1 300 007,00


PRECISE que le présent budget est voté au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A LA L'UNANIMITE DES VOTANTS PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX ABSTENTION.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-199

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : BUDGET CREMATORIUM - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Jocelyne CASSANY, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Jocelyne CASSANY Conseillère Municipale s'exprime en ces termes :

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Par cet acte, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget.

Lors de la séance du 20 novembre 2017, le Conseil Municipal a voté un débat d'orientations budgétaires 2018 sur la base d'un rapport conformément aux dispositions prévues à l'article L.2312-1 du CGCT.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, le projet de budget primitif pour l'exercice 2018 a été élaboré.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le budget primitif 2018 du CREMATORIUM qui se présente ainsi :

**FONCTIONNEMENT
DEPENSES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
011	Charges à caractère général	410 100,00	311 800,00	311 800,00
012	Charges de personnel	490 000,00	455 820,00	455 820,00
014	Atténuations de produits			
65	Autres charges de gestion courante	3 000,00	3 000,00	3 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus			
Total des dépenses de gestion courante		903 100,00	770 620,00	770 620,00
66	Charges financières	38 500,00	36 400,00	36 400,00
67	Charges exceptionnelles	9 000,00	5 000,00	5 000,00
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires			
022	Dépenses imprévues			
Total des dépenses réelles de fonctionnement		950 600,00	812 020,00	812 020,00
023	Virement à la section d'investissement	14 920,00	90 500,00	90 500,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	75 000,00	88 000,00	88 000,00
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		89 920,00	178 500,00	178 500,00
TOTAL		1 040 520,00	990 520,00	990 520,00

**FONCTIONNEMENT
RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
013	Atténuations de charges			
70	Produits services, domaines et ventes	1 040 000,00	990 000,00	990 000,00
73	Impôts et taxes			
74	Dotations et participations			
75	Autres produits de gestion courante			
Total des recettes de gestion courante		1 040 000,00	990 000,00	990 000,00
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises provisions semi-budgétaires			
Total des recettes réelles de fonctionnement		1 040 000,00	990 000,00	990 000,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	520,00	520,00	520,00
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		520,00	520,00	520,00
TOTAL		1 040 520,00	990 520,00	990 520,00

INVESTISSEMENT DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
20	Immobilisations incorporelles	35 000,00	25 000,00	25 000,00
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles	68 000,00		
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours	580 000,00	578 000,00	578 000,00
	Total des dépenses d'équipement	683 000,00	603 000,00	603 000,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées	53 000,00	55 000,00	55 000,00
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
020	Dépenses imprévues			
	Total des dépenses financières	53 000,00	55 000,00	55 000,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des dépenses réelles d'investissement	736 000,00	658 000,00	658 000,00
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	520,00	520,00	520,00
041	Opérations patrimoniales	16 000,00	10 000,00	10 000,00
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	16 520,00	10 520,00	10 520,00
	TOTAL	752 520,00	668 520,00	668 520,00

INVESTISSEMENT RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées	646 600,00	480 020,00	480 020,00
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des recettes d'équipement	646 600,00	480 020,00	480 020,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			
138	Autres subventions non transférables			
165	Dépôts et cautionnements reçus			
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
024	Produits des cessions d'immobilisations			
	Total des recettes financières	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des recettes réelles d'investissement	646 600,00	480 020,00	480 020,00
021	Virement de la section de fonctionnement	14 920,00	90 500,00	90 500,00
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	75 000,00	88 000,00	88 000,00
041	Opérations patrimoniales	16 000,00	10 000,00	10 000,00
	Total des recettes d'ordre d'investissement	105 920,00	188 500,00	188 500,00
	TOTAL	752 520,00	668 520,00	668 520,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte le budget primitif 2018 du budget annexe du CREMATORIUM tel qu'il est présenté pour un montant global de :

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL BUDGET
DEPENSES	990 520,00	668 520,00	1 659 040,00
RECETTES	990 520,00	668 520,00	1 659 040,00



PRECISE que le présent budget est voté au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A LA L'UNANIMITE DES VOTANTS PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX ABSTENTION.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

 
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-200

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : BUDGET CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS - VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2018

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité. Par cet acte, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget.

Lors de la séance du 20 novembre 2017, le Conseil Municipal a voté un débat d'orientations budgétaires 2018 sur la base d'un rapport conformément aux dispositions prévues à l'article L.2312-1 du CGCT.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, le projet de budget primitif pour l'exercice 2018 a été élaboré.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le budget primitif 2018 du CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS qui se présente ainsi :

FONCTIONNEMENT DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
011	Charges à caractère général	478 720,00	421 200,00	421 200,00
012	Charges de personnel	1 282 970,45	1 296 852,26	1 296 852,26
014	Atténuations de produits			
65	Autres charges de gestion courante	1 000,00	1 000,00	1 000,00
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus			
	Total des dépenses de gestion courante	1 762 690,45	1 719 052,26	1 719 052,26
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles			
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires			
022	Dépenses imprévues			
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	1 762 690,45	1 719 052,26	1 719 052,26
023	Virement à la section d'investissement			
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	25 000,00	30 555,12	30 555,12
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	25 000,00	30 555,12	30 555,12
	TOTAL	1 787 690,45	1 749 607,38	1 749 607,38

FONCTIONNEMENT RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
013	Atténuations de charges			
70	Produits services, domaines et ventes	85 831,88	45 148,00	45 148,00
73	Impôts et taxes	135 000,00	146 387,38	146 387,38
74	Dotations et participations	1 566 858,57	1 558 072,00	1 558 072,00
75	Autres produits de gestion courante			
	Total des recettes de gestion courante	1 787 690,45	1 749 607,38	1 749 607,38
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises provisions semi-budgétaires			
	Total des recettes réelles de fonctionnement	1 787 690,45	1 749 607,38	1 749 607,38
042	Opération d'ordre de transfert entre sections			
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	1 787 690,45	1 749 607,38	1 749 607,38

INVESTISSEMENT DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles	30 650,00	30 555,12	30 555,12
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des dépenses d'équipement	30 650,00	30 555,12	30 555,12
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées			
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
020	Dépenses imprévues			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des dépenses réelles d'investissement	30 650,00	30 555,12	30 555,12
040	Opération d'ordre de transfert entre sections			
041	Opérations patrimoniales			
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	30 650,00	30 555,12	30 555,12

INVESTISSEMENT RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées			
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	5 650,00		
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			
138	Autres subventions non transférables			
165	Dépôts et cautionnements reçus			
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
024	Produits des cessions d'immobilisations			
	Total des recettes financières	5 650,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des recettes réelles d'investissement	5 650,00	0,00	0,00
021	Virement de la section de fonctionnement			
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	25 000,00	30 555,12	30 555,12
041	Opérations patrimoniales			
	Total des recettes d'ordre d'investissement	25 000,00	30 555,12	30 555,12
	TOTAL	30 650,00	30 555,12	30 555,12

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

le budget primitif 2018 du budget annexe du CENTRE DE FORMATION DES APPRENTIS tel qu'il est présenté pour un montant global de :

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL BUDGET
DEPENSES	1 749 607,38	30 555,12	1 780 162,50
RECETTES	1 749 607,38	30 555,12	1 780 162,50

PRECISE

que le présent budget est voté au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-201

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : BUDGET CENTRE DE FORMATION DES PROFESSIONNELS - VOTE DU
BUDGET PRIMITIF 2018

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Gérard NAUDIN Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Le budget primitif constitue le premier acte obligatoire du cycle budgétaire annuel de la collectivité.

Par cet acte, l'ordonnateur est autorisé à effectuer les opérations de recettes et de dépenses inscrites au budget.

Lors de la séance du 20 novembre 2017, le Conseil Municipal a voté un débat d'orientations budgétaires 2018 sur la base d'un rapport conformément aux dispositions prévues à l'article L.2312-1 du CGCT.

A partir de ces orientations et des besoins recensés, le projet de budget primitif pour l'exercice 2018 a été élaboré.

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation le budget primitif 2018 du CENTRE DE FORMATION DES PROFESSIONNELS qui se présente ainsi :

**FONCTIONNEMENT
DEPENSES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
011	Charges à caractère général	115 235,00	49 804,00	49 804,00
012	Charges de personnel	280 132,00	82 732,00	82 732,00
014	Atténuations de produits			
65	Autres charges de gestion courante			
656	Frais fonctionnement des groupes d'élus			
	Total des dépenses de gestion courante	395 367,00	132 536,00	132 536,00
66	Charges financières			
67	Charges exceptionnelles			
68	Dotations aux provisions semi-budgétaires			
022	Dépenses imprévues			
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	395 367,00	132 536,00	132 536,00
023	Virement à la section d'investissement			
042	Opération d'ordre de transfert entre sections	2 210,00	4 000,00	4 000,00
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	2 210,00	4 000,00	4 000,00
	TOTAL	397 577,00	136 536,00	136 536,00

**FONCTIONNEMENT
RECETTES**

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
013	Atténuations de charges			
70	Produits services, domaines et ventes			
73	Impôts et taxes			
74	Dotations et participations	397 577,00	136 536,00	136 536,00
75	Autres produits de gestion courante			
	Total des recettes de gestion courante	397 577,00	136 536,00	136 536,00
76	Produits financiers			
77	Produits exceptionnels			
78	Reprises provisions semi-budgétaires			
	Total des recettes réelles de fonctionnement	397 577,00	136 536,00	136 536,00
042	Opération d'ordre de transfert entre sections			
043	Opération d'ordre à l'intérieur de la section			
	Total des recettes d'ordre de fonctionnement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	397 577,00	136 536,00	136 536,00

INVESTISSEMENT DEPENSES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles	2 485,00	4 400,00	4 400,00
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des dépenses d'équipement	2 485,00	4 400,00	4 400,00
10	Dotations, fonds divers et réserves			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées			
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
020	Dépenses imprévues			
	Total des dépenses financières	0,00	0,00	0,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des dépenses réelles d'investissement	2 485,00	4 400,00	4 400,00
040	Opération d'ordre de transfert entre sections			
041	Opérations patrimoniales			
	Total des dépenses d'ordre d'investissement	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	2 485,00	4 400,00	4 400,00

INVESTISSEMENT RECETTES

Chap.	Libellé	Pour mémoire Budget Précédent	Propositions Budget Primitif 2018	VOTE
010	Stocks			
13	Subventions d'investissement			
16	Emprunts et dettes assimilées			
20	Immobilisations incorporelles			
204	Subventions d'équipement versées			
21	Immobilisations corporelles			
22	Immobilisations reçues en affectation			
23	Immobilisation en cours			
	Total des recettes d'équipement	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	275,00	400,00	400,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés			
138	Autres subventions non transférables			
165	Dépôts et cautionnements reçus			
18	Compte de liaison			
26	Participation et créances rattachées			
27	Autres immobilisations financières			
024	Produits des cessions d'immobilisations			
	Total des recettes financières	275,00	400,00	400,00
45...	Total des opérations pour compte de tiers			
	Total des recettes réelles d'investissement	275,00	400,00	400,00
021	Virement de la section de fonctionnement			
040	Opération d'ordre de transfert entre sections	2 210,00	4 000,00	4 000,00
041	Opérations patrimoniales			
	Total des recettes d'ordre d'investissement	2 210,00	4 000,00	4 000,00
	TOTAL	2 485,00	4 400,00	4 400,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

le budget primitif 2018 du budget annexe du CENTRE DE FORMATION DES PROFESSIONNELS tel qu'il est présenté pour un montant global de :

	SECTION DE FONCTIONNEMENT	SECTION D'INVESTISSEMENT	TOTAL BUDGET
DEPENSES	136 536,00	4 400,00	140 936,00
RECETTES	136 536,00	4 400,00	140 936,00

PRECISE

que le présent budget est voté au niveau du chapitre pour les sections de fonctionnement et d'investissement.

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-202-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-202

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : BUDGET VILLE 2017- MODIFICATIONS ET CLOTURE D'AUTORISATIONS DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT ET MODIFICATION AUTORISATION D'ENGAGEMENT / CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Lors de délibérations antérieures, le Conseil municipal a adopté des Autorisations de programmes / Crédits de paiements et Autorisations d'Engagement / Crédits de paiements qui nécessitent une nouvelle présentation en Conseil.

En effet, certains de ces programmes doivent faire l'objet d'ajustement du montant de l'Autorisation de programme ou de révisions de Crédit de paiements, pour tenir compte du rythme de réalisation des opérations.

Par ailleurs, le programme de réhabilitation des Halles centrales étant achevé, il est nécessaire de clôturer l'Autorisation de Programme n° 09009 correspondant à cette opération.

Ces modifications et clôture seront effectuées conformément aux tableaux ci-après :

MODIFICATION AUTORISATIONS DE PROGRAMME BUDGET PRINCIPAL M14

N° CP	LIBELLE	AUTORISATION DE PROGRAMME	CREDITS DE PAIEMENT EN € TTC								
			Antérieur	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
16001	Préemption constructions PROAD Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	2 081 678,38 2 796 678,38	1 154 178,38 1 154 178,38	927 500,00 927 500,00	715 000,00 715 000,00						
16002	Travaux voirie Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	9 247 085,68 9 532 085,68	3 942 085,68 3 942 085,68	1 205 000,00 2 205 000,00	1 200 000,00 985 000,00	1 200 000,00 1 200 000,00	1 200 000,00 1 200 000,00				
16003	Contrôle des performances énergétiques (CPE) Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	4 546 900,00 4 546 900,00	3 728 977,22 3 728 977,22	400 000,00 380 000,00	347 922,78 100 000,00	337 922,78 337 922,78					
16004	Façades Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	1 304 900,00 686 900,00	366 900,00 366 900,00	250 000,00 80 000,00	500 000,00 50 000,00	147 900,00 100 000,00	100 000,00 100 000,00				
16005	Grilles, treillis et réparations ouvrage d'art Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	770 000,00 820 000,00	0,00 0,00	200 000,00 100 000,00	200 000,00 300 000,00	200 000,00 420 000,00					
16006	Restauration allées du parc Simone Weil Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	711 651,00 711 651,00	11 650,62 11 650,62	200 000,00 150 000,00	250 000,00 275 000,00	250 000,00 275 000,00					
16007	Réhabilitation rues Gambard et Chavasse Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	535 400,00 705 250,00	74 250,00 74 250,00	400 000,00 51 000,00	61 250,00 580 000,00						
16008	Agenda d'accessibilité programmée Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	6 301 500,00 6 301 500,00	43 606,72 43 606,72	311 000,00 221 000,00	279 000,00 279 000,00	529 700,00 529 700,00	702 400,00 702 400,00	709 200,00 709 200,00	670 400,00 670 400,00	625 600,00 625 600,00	2 432 393,28 2 822 393,28
16009	Préemption constructions Délibération n° 169 du 28 novembre 2016 Ajustement proposé	450 000,00 450 000,00	0,00 0,00	150 000,00 150 000,00	150 000,00 100 000,00	150 000,00 200 000,00					
16010	Façades Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	250 000,00 251 279,74	32 185,74 32 185,74	119 094,00 119 094,00	90 720,26 100 000,00						
16011	Préemption terrains nus Délibération n° 169 du 28 novembre 2016 Ajustement proposé	450 000,00 450 000,00	0,00 0,00	150 000,00 150 000,00	150 000,00 100 000,00	150 000,00 200 000,00					
17001	Rénovation Tennis Club du Barrou Délibération n° 075 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	300 000,00 300 000,00		100 000,00 0,00	100 000,00 180 000,00	100 000,00 140 000,00					
17002	Port du Conservatoire Intercommunal Délibération n° 074 du 26 juin 2017 Ajustement proposé	1 100 000,00 1 100 000,00		50 000,00 50 000,00	1 050 000,00 500 000,00	500 000,00 500 000,00					

MODIFICATION AUTORISATION D'ENGAGEMENT BUDGET PRINCIPAL M14

N° AE	LIBELLE	AUTORISATION DE PROGRAMME EN € TTC	CREDITS DE PAIEMENT EN € TTC		
			ANTERIEUR	2017	2018
14001	Contrat de performance énergétique (CPE)				
	Délibération n° 075 du 26 juin 2017	5 172 520,00	2 349 991,00	1 712 210,00	1 110 319,00
	Ajustement proposé	5 172 520,00	2 350 200,60	1 712 210,00	1 110 109,40

CLOTURE AUTORISATION DE PROGRAMME BUDGET PRINCIPAL M14

N° AP/CP	N° ET DATE DELIBERATION INITIALE	N° ET DATE DELIBERATION (dernière modification AP/CP)	LIBELLE	AUTORISATION DE PROGRAMME EN €	CREDITS DE PAIEMENT EN €	ANNEE DU DERNIER CREDIT DE PAIEMENT
09009	N° 9 08 janvier 2009	N° 075 - 26 juin 2017	Réhabilitation des halles centrales	5 428 010	5 428 010	2016

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOPTE

les modifications d'Autorisations de programme et d'Autorisations d'Engagement et les Crédits de paiement correspondants ainsi que la clôture de l'AP/CP n° 09009,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171219-D-2017-203-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-203

FINANCES

Objet : BUDGET EAU - MODIFICATIONS AUTORISATION DE PROGRAMME / CREDITS DE PAIEMENT

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

Lors de délibérations antérieures, le Conseil municipal a adopté des Autorisations de programmes et Autorisations d'engagement qui doivent faire l'objet d'une nouvelle présentation en Conseil.

En effet, certains de ces programmes doivent faire l'objet d'ajustement des crédits de paiement, suivant les tableaux ci-dessous, pour tenir compte du rythme de réalisation des opérations.

De plus, à compter du 1^{ER} janvier 2018, les opérations comptabilisées dans le budget annexe M49 EAU seront soumises, au régime de Droit Commun en matière de TVA.

Les montants des Autorisations de programme ainsi que les Crédits de paiement à compter de 2018 ont été inscrits en HT. Etant entendu que le CP 2018 est équivalent aux inscriptions budgétaires 2018.

MODIFICATION AUTORISATIONS DE PROGRAMME BUDGET EAU
En € hors taxe

N° AP	LIBELLE	AUTORISATION DE PROGRAMME HORS TAXE	CREDITS DE PAIEMENT				
			Antérieur	2017	2018 CP EN HT	2019 CP EN HT	2020 CP EN HT
213001	Réhabilitation conduite d'Issanka						
	Délibération n° 076 du 26 juin 2017	1 425 200,00	13 487,02	1 312 229,00	99 484,00		
	Ajustement proposé	1 405 129,00	13 487,02	1 312 229,00	33 333,00	46 079,98	
016003	Réhabilitation Rues Gambard et Chavasse						
	Délibération n° 076 du 26 juin 2017	240 000,00	0,00	195 000,00	45 000,00		
	Ajustement proposé	380 000,00	0,00	195 000,00	185 000,00		

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

les modifications d'Autorisations de programme ainsi que l'ajustement des crédits de paiement correspondants,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-204-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-204

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : BUDGET EAU - CREATION AUTORISATION DE PROGRAMME ET CREDIT DE PAIEMENT

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Jean-Claude GROS Conseiller Municipal s'exprime en ces termes :

La Ville de Sète a réalisé, depuis de nombreuses années, des opérations de requalification de son front de mer avec notamment l'aménagement de la Promenade Leclerc et de la Promenade du Lido.

Aujourd'hui, seul le tronçon situé entre la place Edouard Herriot et le pont de l'Avenir a conservé le profil type de la route nationale qu'elle a été

Ainsi, afin de pouvoir coordonner les travaux de rénovation du réseau d'eau potable avec la requalification de la Corniche de Neuburg et, étant donné le linéaire à réaliser, il est nécessaire d'intervenir en plusieurs phases et, à cet effet, de mettre en place l'Autorisation de Programme / Crédits de Paiement n° 18001 « Rénovation réseau eau potable – Corniche de Neuburg » pour un montant de 430 000,00 euros hors taxe, sur les exercices 2018 et 2019 du budget annexe de l'eau potable.

N° AP	OPERATION	AUTORISATION DE PROGRAMME EN € HORS TAXE	CREDITS DE PAIEMENT EN € HORS TAXE	
			2018	2019
18001	RENOVATION RESEAU EAU POTABLE - CORNICHE DE NEUBURG Imputation : Gestionnaire PLANRES Nature 2315 Opération 18001 Service RESO	430 000,00	170 000,00	260 000,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte

la création de l'Autorisation de Programme / Crédits de Paiement étant précisé que les crédits nécessaires au règlement de la dépense seront inscrits au budget annexe Eau M 49, nature 2315 opération 18001,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOpTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

12

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-205-DE
Date de télétransmission : 20/12/2017
Date de réception préfecture : 20/12/2017

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-205

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS A DIVERS ORGANISMES

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Michel BODART, Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

VU la loi N° 2000-321 du 12 Avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, et notamment son article 10 relatif à la transparence financière des aides octroyées par les personnes publiques.

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article 2311-7, modifié par l'ordonnance N° 2005-1027 du 26 Août 2005, selon lequel l'attribution de subventions soumises à certaines conditions d'octroi doit faire l'objet d'une délibération distincte du vote du budget,

Les crédits afférents à l'attribution de subventions aux associations ont été inscrits au budget Primitif 2018 de la Ville de Sète, venant d'être voté.

L'objet de la présente délibération est d'attribuer les subventions concernées, ainsi que d'approuver les conventions afférentes aux subventions d'un montant supérieur à 23 000,00 €.

Sont concernées par ces dispositions pour 2018, les organismes listés ci-dessous :

ORGANISMES	MONTANTS
✓ ARAGO DE SETE	485 310,00
✓ SETE NATATION ENTENTE DAUPHINS DOCKERS	320 000,00
✓ F.C SETE 34	420 524,00
✓ SALLE VINCENT FERRARI	40 000,00
✓ VOILE FUN SETE	72 333,00
ASAN	30 550,00
COMITE ŒUVRES SOCIALES	241 000,00
✓ OBJECTIF CETAVOIR	90 000,00
JAZZ A SETE	70 000,00
✓ METISET	90 000,00
✓ ESCALE A SETE	125 278,00
✓ ARTS MODESTE	220 000,00
CLUB DES AINES	49 500,00
CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE	5 531 770,00
OFFICE DE TOURISME	730 000,00
✓ RUGBY CLUB DE SETE	40 000,00
SNAPSHOT	60 000,00
SUN STEEL K LIVE	25 000,00

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ATTRIBUE l'ensemble des subventions pour lesquelles les crédits ont été inscrits au Budget primitif 2018,

APPROUVE les termes des conventions d'objectifs afférentes annexées à la présente délibération, concernant les subventions d'un montant supérieur à 23 000 €,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions et tout document se rapprochant à la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.


Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171219-D-2017-206-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-206

FINANCES

Objet : MISE EN DEBET - DEMANDE DE REMISE GRACIEUSE - EXERCICE 2011

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU l'article 60 modifié de la loi de finances n°63-156 du 23 février 1963 précisant que les comptables publics sont personnellement et pécuniairement responsables des actes et contrôles qui leur incombent,

Vu le rapport n°2017-0233 à fin de jugement des comptes déposé au ministère public en date du 11 août 2017

VU les conclusions du rapport du Ministère Public du 28/09/2017,

VU le jugement n° 2017-0031 de la chambre Régionale des Comptes Occitanie du 2 novembre 2017

VU le courrier de demande de remise gracieuse rédigé par Monsieur Bernard Torres du 14 novembre 2017 à l'encontre de Monsieur le Directeur Général des Finances Publiques,

Considérant l'absence de préjudice réel pour la commune,

Par jugement en date du 2 novembre 2017, la Chambre régionale des comptes Occitanie a prononcé à l'égard de M. Bernard TORRES un débet pour la somme de 10 737 ,63 euros.

En l'espèce, le jugement de la Chambre établit qu'au cours de l'exercice 2011, Monsieur Bernard Torres, à l'époque comptable public de la commune de Sète, a procédé au paiement d'une prime informatique au bénéfice de trois agents. La délibération fixant la nature, le taux et les conditions d'octroi de cette prime n'ayant pu être produite, le juge conclut à un débet pour une somme de 10 737,63 €.

La Chambre a ainsi constaté dans son jugement, l'existence d'un préjudice financier pour la commune de Sète, celui-ci résultant d'un manquement commis par le comptable public en cause, au regard de ses obligations de contrôle de la validité de la dépense.

La commune de Sète estimant ne pas avoir subi de préjudice réel de la part de son comptable public, il est proposé d'émettre un avis favorable au sursis de versement et à la remise gracieuse des sommes mises à la charge de Monsieur Bernard Torres en adoptant la délibération proposée.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET un avis favorable au sursis de versement et à la demande en remise gracieuse pour la totalité du débet de 10 737,63 €, prononcé à l'encontre de Monsieur Bernard Torres

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-207-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

14
ville de sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-207

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

FINANCES

Objet : DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE POUR
RECOURIR AUX INSTRUMENTS DE COUVERTURE

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Anne de GRAVE Adjointe s'exprime en ces termes :

Vu, l'article L.2122-22 du Code général des collectivités territoriales,

Vu, la délibération n°D-2014-089 du Conseil Municipal en date du 6 mai 2014 donnant délégation au Maire, ou en cas d'empêchement de celui-ci, subdélégation au Premier Adjoint, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint, subdélégation au Deuxième Adjoint pour procéder à la réalisation et au réaménagement des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget et de passer à cet effet les actes nécessaires,

Vu, la circulaire numéro NOR : IOCB1015077C du 25 juin 2010,

Considérant l'intérêt qu'il y a à recourir aux instruments de couverture,

Il est exposé ce qui suit :

Article 1 :

Le conseil municipal du 06 mai 2014 a donné délégation à Monsieur le Maire, pour procéder à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, et aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couvertures des risques de taux et de change ainsi que de prendre les décisions mentionnées au III de l'article L. 1618-2 et au « a » de l'article L. 2221-5-1, sous réserve des dispositions du « c » de ce même article, et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Concernant l'utilisation des instruments de couverture, la réglementation donne un cadre annuel à ce type de décision. Aussi il convient aujourd'hui d'énoncer les principes à retenir pour l'exercice 2018, en tenant compte de l'évolution des marchés financiers, des anticipations et des nouveaux produits offerts par les banques.

La Commune de Sète souhaite mener une politique de gestion active de sa dette avec l'objectif de minimiser la charge financière supportée par la Commune.

Pour pouvoir prendre des décisions avec souplesse et rapidité et saisir des opportunités sur le marché, la stratégie doit au préalable être clairement définie.

Article 2 :

Pour mettre en œuvre la stratégie de gestion du risque de taux pour l'exercice 2018, Monsieur le Maire reçoit délégation aux fins de contracter des instruments de couverture aux caractéristiques détaillées ci-dessous :

- Stratégie d'endettement

Compte tenu des incertitudes et des fluctuations qu'est susceptible de subir le marché, la Commune de Sète pourrait recourir à des instruments de couvertures afin de se protéger contre d'éventuelles hausses des taux ou au contraire afin de profiter d'éventuelles baisses.

Ces instruments permettent de modifier un taux (contrat d'échange de taux ou swap), de figer un taux (contrats d'accord de taux futur ou FRA, contrats de terme contre terme ou FORWAAAD/FORWARD), de garantir un taux (contrats de garantie de taux plafond ou CAP, contrats de garantie de taux plancher ou FLOOR, contrat de garantie de taux plafond et de taux plancher ou COLLAR).

- Caractéristiques essentielles des contrats

L'assemblée délibérante décide, dans le souci d'optimiser sa gestion de la dette et dans le cadre des dispositions des circulaires interministérielles du 15 septembre 1992 et du 25 juin 2010, de recourir à des opérations de couverture des risques de taux qui pourront être ;

- * Des contrats d'échange de taux d'intérêt (SWAP),
- * Et/ou des contrats d'accord de taux futur (FRA),
- * Et/ou des contrats de garantie de taux plafond (CAP),
- * Et/ou des contrat de garantie de taux plancher (FLOOR),
- * Et/ou des contrats de garantie de taux plafond et de taux plancher (COLLAR).

L'assemblée délibérante autorise des opérations de couverture pour l'année 2018 sur les contrats d'emprunts constitutifs du stock de la dette (dont la liste figure en annexe n°1), ainsi que les emprunts nouveaux ou de refinancement à contracter sur l'exercice.

En toute hypothèse, les opérations de couverture sont toujours adossées aux emprunts constitutifs de la dette et le montant de l'encours de la dette sur lequel portent les opérations de couverture ne peut excéder l'encours global de la dette de la collectivité (seuil maximum retenu conformément aux critères arrêtés par le Conseil national de la comptabilité).

La durée des contrats de couverture ne pourra excéder 40 années.

En toute hypothèse, cette durée ne peut être supérieure à la durée résiduelle des emprunts auxquels les opérations sont adossées.

Les index de référence des contrats d'emprunts et des contrats de couverture pourront être :

- * Le T4M,
- * Le TAG,
- * Le TAM,
- * L'EONIA,
- * L'EURIBOR.

Pour l'exécution de ces opérations, il est procédé à la mise en concurrence d'au moins deux établissements spécialisés.

Des primes ou commissions pourront être versées aux contreparties ou aux intermédiaires financiers pour un montant maximum de :

- * 10% de l'encours visé par l'opération pour les primes,
- * 5% du montant de l'opération envisagée pour les commissions, pendant toute la durée de celle-ci.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à :

- * Lancer des consultations auprès de plusieurs établissements financiers dont la compétence est reconnue pour ce type d'opérations,
- * Retenir les meilleures offres au regard des possibilités que présente le marché à un instant donné, du gain financier espéré et des primes et commissions à verser,
- * Passer les ordres pour effectuer l'opération arrêtée,
- * Signer les contrats de couverture répondant aux conditions posées aux alinéas précédents,
- * Résilier l'opération arrêtée,

SUBDELEGUE

ces attributions, en cas d'empêchement du Maire au Premier Adjoint,

SUBDELEGUE

ces attributions, en cas d'empêchement du Maire et du Premier adjoint
au Deuxième Adjoint.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.


Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171219-D-2017-208-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  **sete**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-208

ADMINISTRATION GENERALE

Objet : DELEGATIONS ACCORDEES PAR LE CONSEIL MUNICIPAL AU MAIRE

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

L'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales donne au Conseil Municipal la possibilité de déléguer au Maire, pour la durée de son mandat, certaines de ses attributions.

Dans ce cadre, par délibération du 22 mai 2017, le Conseil municipal de la commune a confié au Maire la charge de prendre des décisions dans plusieurs domaines. Suite à une évolution de la réglementation, il convient aujourd'hui de délibérer à nouveau sur les matières déléguées par le Conseil municipal au Maire.

Cette délégation, tout en respectant les compétences du Conseil municipal, a pour but de faciliter la bonne marche de l'administration communale grâce à une gestion plus souple et plus rapide des affaires de la commune. Elle est personnelle.

Cependant, compte tenu des nombreuses obligations du Maire, il conviendrait, afin de ne pas retarder la prise de ces décisions, de prévoir en cas d'empêchement de la part du Maire, une subdélégation de pouvoir au profit du Premier et du Deuxième Adjoint, et ce, conformément aux dispositions de l'article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En cas d'empêchement simultané de la part du maire et de ces adjoints, les décisions relatives aux matières faisant l'objet de la délégation ressortiront à nouveau de la compétence du Conseil municipal.

Ces décisions sont soumises aux mêmes règles que celles qui sont applicables aux délibérations des Conseils municipaux portant sur les mêmes objets (article L.2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales).

Elles ne sont exécutoires qu'à la double condition d'avoir été transmises au Préfet et d'avoir fait l'objet des mesures de publicité applicables à ce type d'acte et sont, par ailleurs, soumises aux mêmes règles de contrôle de légalité que les délibérations du Conseil municipal.

Enfin, la charge des matières déléguées est assumée par le Maire sous le contrôle du Conseil municipal. Ainsi, le Maire doit rendre compte à chaque réunion obligatoire du Conseil municipal des actes qu'il a accomplis en exécution du mandat qui lui a été délégué. L'information portera sur l'ensemble de l'usage fait par le Maire de la délégation.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ABROGE la délibération n° D-2017-034 du 22 mai 2017,

CONFIE à Monsieur François COMMEINHES, Maire, la charge de prendre les décisions prévues à l'article L.2122-22 du code général des collectivités territoriales et notamment les paragraphes indiqués ci-dessous :

1° D'arrêter et modifier l'affectation des propriétés communales utilisées par les services publics municipaux et de procéder à tous les actes de délimitation des propriétés communales ;

2° De fixer, en tenant compte dans la mesure du possible de l'augmentation du taux d'inflation, les tarifs des droits de voirie, de stationnement, de dépôt temporaire sur les voies et autres lieux publics et, d'une manière générale, des droits prévus au profit de la commune qui n'ont pas un caractère fiscal, ces droits et tarifs pouvant, le cas échéant, faire l'objet de modulations résultant de l'utilisation de procédures dématérialisées.

3° (Cf. délibération spécifique du Conseil municipal) ;

4° De prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, ainsi que toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

5° De décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;

6° De passer les contrats d'assurance ainsi que d'accepter les indemnités de sinistre y afférentes ;

7° De créer, modifier ou supprimer, les régies comptables nécessaires au fonctionnement des services municipaux ;

8° De prononcer la délivrance et la reprise des concessions dans les cimetières ;

9° D'accepter les dons et legs qui ne sont grevés ni de conditions ni de charges ;

- 10° De décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 euros ;
- 11° De fixer les rémunérations et de régler les frais et honoraires des avocats, notaires, huissiers de justice et experts ;
- 12° De fixer, dans les limites de l'estimation des services fiscaux (domaines), le montant des offres de la commune à notifier aux expropriés et de répondre à leurs demandes ;
- 13° De décider de la création de classes dans les établissements d'enseignement ;
- 14° De fixer les reprises d'alignement en application d'un document d'urbanisme ;
- 15° D'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues à l'article L. 211-2 ou au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même code, de manière ponctuelle, à tout organisme d'habitation à loyer modéré, à une société d'économie mixte, à l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon, ou à la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau ;
- 16° D'intenter au nom de la commune les actions en justice ou de défendre la commune dans les actions intentées contre elle, pour toutes catégories de contentieux et devant toutes les juridictions, qu'elles soient civiles, pénales ou administratives, tant en première instance, qu'en appel ou en cassation, et de transiger avec les tiers dans la limite de 1 000 € (pour les communes de moins de 50 000 habitants) ; cette délégation emporte également la possibilité de se constituer partie civile au nom de la Ville ;
- 17° De régler les conséquences dommageables des accidents dans lesquels sont impliqués des véhicules municipaux dans la limite fixée par le conseil municipal de 10 000 € ;
- 18° De donner, en application de l'article L. 324-1 du code de l'urbanisme, l'avis de la commune préalablement aux opérations menées par un établissement public foncier local ;
- 19° De signer la convention prévue par le quatrième alinéa de l'article L. 311-4 du code de l'urbanisme précisant les conditions dans lesquelles un constructeur participe au coût d'équipement d'une zone d'aménagement concerté et de signer la convention prévue par le troisième alinéa de l'article L. 332-11-2 du même code, dans sa rédaction antérieure à la loi n° 2014-1655 du 29 décembre 2014 de finances rectificative pour 2014, précisant les conditions dans lesquelles un propriétaire peut verser la participation pour voirie et réseaux ;
- 20° De procéder, dans les limites fixées ci-après, à la souscription d'ouvertures de crédit de trésorerie et de passer à cet effet les actes nécessaires ;

Ces ouvertures de crédit seront d'une durée maximale de 12 mois dans la limite d'un montant annuel de cinq millions d'euros, à un taux effectif global (TEG) compatible avec les dispositions légales et réglementaires applicables en cette matière et comporteront un ou plusieurs index parmi les index suivants – EONIA, T4M, EURIBOR – ou un TAUX FIXE ;
- 21° D'exercer ou de déléguer, en application de l'article L. 214-1-1 du code de l'urbanisme, au nom de la commune, le droit de préemption défini par l'article L. 214-1 du code de l'urbanisme ;
- 22° D'exercer au nom de la commune le droit de priorité défini aux articles L. 240-1 à L. 240-3 du code de l'urbanisme ou de déléguer l'exercice de ce droit en application des mêmes articles ;

23° De prendre les décisions mentionnées aux articles L. 523-4 et L. 523-5 du code du patrimoine relatives à la réalisation de diagnostics d'archéologie préventive prescrits pour les opérations d'aménagement ou de travaux sur le territoire de la commune ;

24° D'autoriser, au nom de la commune, le renouvellement de l'adhésion aux associations dont elle est membre ;

25° Sans objet ;

26° De demander à l'Etat ou à d'autres collectivités territoriales, ou à tout organisme financeur, l'attribution de subventions ;

27° De procéder au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;

28° D'exercer, au nom de la commune, le droit prévu au I de l'article 10 de la loi n° 75-1351 du 31 décembre 1975 relative à la protection des occupants de locaux à usage d'habitation.

Les délégations consenties en application du 3° du présent article prennent fin dès l'ouverture de la campagne électorale pour le renouvellement du conseil municipal.

SUBDELEGUE ces attributions, en cas d'empêchement de la part du Maire, au Premier Adjoint,

SUBDELEGUE ces attributions, en cas d'empêchement du Maire et du Premier Adjoint au Deuxième Adjoint.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-209-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  *sete*

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-209

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

PERSONNEL

Objet : MISE A DISPOSITION D'AGENTS

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Était absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n° 83-364 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2007-148 du 2 février 2007 instaurant la possibilité d'une mise à disposition au profit d'organismes contribuant à la mise en œuvre d'une politique publique de l'Etat, des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics administratifs, pour l'exercice des missions de service public qui leur sont confiées.

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux,

Les statuts de la Fonction Publique Territoriale (loi n° 84-364 du 26/01/1984 et le décret 2008-580 du 18/06/2008 modifiés prévoient notamment que les agents fonctionnaires territoriaux peuvent faire l'objet après avis de la CAP, d'une mise à disposition au profit d'autres collectivités territoriales, d'établissement publics ou d'organismes d'intérêt général (association...).

Dans ce cadre, la ville de Sète souhaite :

- Poursuivre une mise à disposition à raison de 30% soit 10.5 heures hebdomadaires auprès de Sète Agglôpole Méditerranée et plus particulièrement auprès du service bâtiments infrastructures pour permettre notamment l'interface avec le prestataire DALKIA dans la cadre de la gestion des piscines à compter du 1er janvier 2018 et pour 1 an s'agissant de Monsieur Jean Louis MASSON Technicien principal de 1ère classe,
- Poursuivre une mise à disposition d'un fonctionnaire municipal auprès du FC SETE 34, Monsieur Emmanuel PRENGIEL, adjoint administratif territorial titulaire, en qualité de secrétaire comptable à compter du 1er janvier 2018 et pour 1 an,
- Poursuivre la mise à disposition d'un agent auprès de Sète Agglôpole Méditerranée et plus particulièrement du service déchets à compter du 1er Janvier 2018 pour 6 mois s'agissant de Monsieur Héric ISOLA, technicien principal de 1ère classe sur le poste de technicien au sein de la régie de collecte,
- Poursuivre la mise à disposition d'un agent auprès de Sète Agglôpole Méditerranée, Madame Lisia HAMIDANI, adjoint administratif territorial, à compter du 1^{er} Décembre 2017, pour une durée de 6 mois, afin d'assurer les fonctions de secrétaire du Cabinet des Elus,
- Poursuivre la mise à disposition d'un fonctionnaire municipal auprès du « Club des Aînés Sétois », Madame Céline FORMATO, adjoint d'animation de 2ème classe titulaire à compter du 17 Novembre 2017 pour 1 an.

Les conditions de ces mises à dispositions sont précisées par convention entre la collectivité et l'organisme d'accueil selon les projets joints.

Les projets de renouvellement seront soumis à la CAP du 24 Novembre 2017.

Ces mises à dispositions donneront toutes lieu à un remboursement intégral des rémunérations et charges afférents aux emplois concernés.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal



PREND ACTE de ces projets de mise à disposition,

APPROUVE les conventions afférentes jointes en annexes,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ces dossiers.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-210

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

PERSONNEL

Objet : REVALORISATION DE LA PARTICIPATION AU TITRE DE LA PROTECTION SOCIALE

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu les dispositions de l'article 22 bis de la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent contribuer au financement des garanties de protection sociale complémentaire auxquelles les agents qu'elles emploient souscrivent.

La participation des personnes publiques est réservée aux contrats ou règlements garantissant la mise en œuvre de dispositifs de solidarité entre les bénéficiaires, actifs et retraités.

Sont éligibles à cette participation les contrats et règlements en matière de santé ou de prévoyance remplissant la condition de solidarité entre les bénéficiaires, actifs ou retraités, attestée par la délivrance d'un label dans les conditions prévues ou vérifiées dans le cadre d'une procédure de mise en concurrence.

La Mairie de Sète a mis en place une telle participation depuis le 1^{er} janvier 2014, qui bénéficie à plus de 60% du personnel, s'agissant des agents ayant souscrit des contrats et règlements labellisés, soit au titre du risque « santé », soit au titre du risque « prévoyance » soit au titre des deux risques.

Rappelons que les agents bénéficiaires du dispositif sont ceux affectés sur des emplois permanents qu'ils soient titulaires ou non-titulaires dès lors qu'ils justifient d'un engagement supérieur à 1 an (ou d'une ancienneté cumulée ininterrompue similaire), avec une modulation de participation tenant compte du revenu de base des agents, permettant de contribuer de manière inversement proportionnelle selon leurs rémunérations.

Dans le cadre de la refonte du protocole d'accord, il a été décidé de procéder à une évolution des montants versés, pour les agents percevant les plus basses rémunérations. Cela augmente l'enveloppe versée de 50% comme suit :

Indice majoré (IM) de l'agent	Montant global de la participation employeur
IM < à 372	25 € / mois
IM entre 372 et 534	10 € / mois
IM > 534	5 € / mois

Les modalités de versement restent inchangées.

Cette évolution est présentée au conseil municipal pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

AUTORISE l'évolution de la mise en œuvre de la participation employeur au titre de la protection sociale telle que présentée à compter du 1^{er} janvier 2018,

DECIDE de fixer la participation selon le tableau supra,

DIT que la dépense correspondante est inscrite au chapitre 012,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services
Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

18

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-211-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-211

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

PERSONNEL

Objet : MODIFICATION DU TABLEAU DES EMPLOIS

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Considérant que conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité sont créés par l'organe délibérant de ladite collectivité ;

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services.

Considérant les tableaux actuels des emplois de la Ville de Sète, du CFA CFP/APP.

Considérant l'avis favorable, à l'unanimité, du Comité Technique réuni le 15 décembre 2017.

Afin de procéder à une mise à jour des tableaux des emplois, il convient aujourd'hui de réaliser les créations et suppressions de postes nécessaires, liées aux mouvements divers (départs à la retraite, mutations...) de personnel, aux décisions instruites après les Commissions Administratives Paritaires.

Il est ainsi proposé les modifications suivantes desdits tableaux, qui entreront en vigueur avec effet immédiat :

✱ **BUDGET VILLE**

CREATION DE POSTES Au 20/12/2017	SUPPRESSION DE POSTES 02/01/2018
<p><u>Filière Administrative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste d'Attaché principal (Catégorie A) à temps complet ✱ 1 poste de Rédacteur (Catégorie B) à temps non complet soit 28 heures hebdo (TNC à 80%) ✱ 1 poste de Rédacteur principal de 1^{ère} classe (Catégorie B) à temps complet 	<ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste d'Attaché (catégorie A) à temps complet

✱ **BUDGET POMPES FUNEBRES**

CREATION DE POSTES	SUPPRESSION DE POSTES
<p><u>Filière Administrative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste de Rédacteur (Catégorie B) à temps complet 	

✱ **BUDGET CFA**

CREATION DE POSTES	SUPPRESSION DE POSTES
<p><u>Filière Administrative</u></p> <ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste d'Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe (Catégorie C) à temps complet 	<ul style="list-style-type: none"> ✱ 1 poste de rédacteur principal de 1^{ère} classe (catégorie B) à temps complet

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'adoption des tableaux des emplois présentés en annexe prenant en compte ces modifications à effet immédiat (dès caractère exécutoire de la délibération),

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier,

DIT

que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64111 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville,


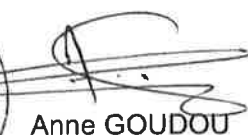
que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 6411 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants des Pompes Funèbres,

que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 6411 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants du CFA.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

 
Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

**BUDGET
DU CFA NICOLAS ALBANO**



ville de sète

TABLEAU DES EFFECTIFS

Date d'observation = 18/12/2017

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TNC
AUTRES EMPLOIS						
COORDINATEUR PEDAGOGIQUE CFA	1		1			
Directeur	1	1	1	1		
ECONOME	1		1			
ENSEIGNANT	4	1	4	1		
FORMATEUR	12		12			
Rédacteur principal de 1 ^{ère} classe	1					
Sous-total	20	2	20	2		
Secteur administratif						
Adjoint administratif territorial	2		2			
Adjoint administratif territorial principal de 2 ^{ème} classe	2		2			
Attaché	1		1			
Sous-total	5		5			
Total	25	2	25	2		

**BUDGET
EAUX**



TABLEAU DES EFFECTIFS

Date d'observation = 18/12/2017

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TN
Secteur technique						
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	1		1			
Agent de maîtrise principal	1		1			
Sous-total	2		2			
Total	2		2			

BUDGET DES POMPES FUNEBRES



TABLEAU DES EFFECTIFS

Date d'observation = 18/12/2017

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TNC
AUTRES EMPLOIS						
Agent technique (Droit privé)	9		9			
Sous-total	9		9			
Secteur administratif						
Adjoint administratif territorial	1		0		1	
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	1		1			
Rédacteur	1		1			
Sous-total	3		2		1	
Secteur technique						
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	1		1			
Agent de maîtrise	1		1			
Agent de maîtrise principal	3		3			
Technicien principal de 1ère classe	1		0		1	
Sous-total	6		5		1	
Total	18		16		2	

BUDGET DU PORT DES QUILLES



ville de sète

TABLEAU DES EFFECTIFS

Date d'observation = 18/12/2017

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TN
Secteur administratif						
Adjoint administratif territorial	1				1	
Adjoint administratif territorial de 2ème classe	1				1	
Sous-total	2				2	
Secteur technique						
Agent de maîtrise	1		1		1	
Technicien principal de 1ère classe	1				1	
Technicien principal de 2ème classe	1					
Sous-total	3		1		2	
Total	5		1		4	



ville de sète

BUDGET PRINCIPAL VILLE DE SETE

TABEAU DES EFFECTIFS

Code Budget = 01

Date d'observation = 18/12/2017

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TNC
Enseignement artistique						
Assistant d'enseignement artistique principal de 1ère clas	4		4			
Directeur d'établissement d'enseignement artistique de 2èm	1		1			
Professeur d'enseignement artistique de classe normale	8	6	8	6		
Sous-total	13	6	13	6		
Patrimoine et bibliothèques						
Adjoint territorial du patrimoine	32		28		4	
Adjoint territorial du patrimoine principal de 1ère classe	2		2			
Adjoint territorial du patrimoine principal de 2ème classe	6		6			
Assistant de conservation principal de 1ère classe	2		2			
Assistant de conservation principal de 2ème classe	1		1			
Attaché territorial de conservation (patrimoine)	1		1			
Conservateur (patrimoine)	1		1			
Conservateur en chef (patrimoine)	1		1			
Sous-total	46		42		4	
Secteur administratif						
Adjoint administratif territorial	55	2	49	2	6	
Adjoint administratif territorial principal de 1ère classe	23		23			
Adjoint administratif territorial principal de 2ème classe	77		74		3	
Administrateur général	1				1	
Attaché	14		11		3	
Attaché hors classe	1		1			
Attaché principal	6		5		1	
Directeur territorial	3		3			
Rédacteur	7	1	6		1	1
Rédacteur principal de 1ère classe	9		9			
Rédacteur principal de 2ème classe	4		4			
Sous-total	199	3	184	2	14	1
Secteur animation						
Adjoint territorial d'animation	60	10	56	10	4	
Adjoint territorial d'animation principal de 2ème classe	3		3			
Animateur	2		2			
Animateur principal de 1ère classe	4		4			
Animateur principal de 2ème classe	1		1			
Sous-total	70	10	66	10	4	
Secteur emplois fonctionnels						
Directeur général adjoint des services des communes de 40	3		3			
Directeur général des services des communes de 40 à 80.000	1				1	
Sous-total	4		3		1	
Secteur médico-social						

BUDGET PRINCIPAL

TABEAU DES EFFECTIFS

GRADES OU EMPLOIS	BUDGETES	DONT TNC	POURVUS	DONT TNC	VACANTS	DONT TNC
Secteur médico-social (Suite)						
Auxiliaire de puériculture principal de 1ère classe	1		1			
Sous-total	1		1			
Secteur police municipale						
Brigadier-chef principal	25		22		3	
Chef de police municipale	2		2			
Chef de service de police municipale principal de 1ère cla	1		1			
Chef de service de police municipale principal de 2ème cla	1		1			
Directeur de police municipale	1		1			
Gardien-brigadier	13		13			
Sous-total	43		40		3	
Secteur social						
Agent social	8		8			
Agent social principal de 2ème classe	1		1			
Agent spécialisé principal de 2ème classe des écoles mater	35		35			
Assistant socio-éducatif	1		1		1	
Conseiller socio-éducatif	2		1		1	
Conseiller supérieur socio-éducatif	2		1			
Educateur principal de jeunes enfants	4		4			
Sous-total	53		51		2	
Secteur sportif						
Educateur territorial des A.P.S	3		2		1	
Educateur territorial des A.P.S principal de 1ère classe	5		5			
Educateur territorial des A.P.S principal de 2ème classe	4		3		1	
Opérateur A.P.S. principal	2		2			
Sous-total	14		12		2	
Secteur technique						
Adjoint technique territorial	199	37	193	36	6	1
Adjoint technique territorial principal de 1ère classe	45	2	44	2	1	
Adjoint technique territorial principal de 2ème classe	81	7	79	7	3	
Agent de maîtrise	49		48		1	
Agent de maîtrise principal	53		51		2	
Ingénieur	4		3		1	
Ingénieur en chef	2		2			
Ingénieur en chef hors classe	1		1			
Ingénieur principal	2		1		1	
Technicien	4		3		1	
Technicien principal de 1ère classe	16		16			
Technicien principal de 2ème classe	3		2		1	
Sous-total	459	46	442	45	17	1
Total	902	65	854	63	47	2

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-212**

PERSONNEL

**Objet : DEFINITION, DUREE ET ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL DES AGENTS
DE LA VILLE DE SETE**

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 7-1 ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 7-1 ;

Vu la loi n° 2004-626 du 30 juin 2004 relative à la solidarité pour l'autonomie des personnes âgées et des personnes handicapées ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature ;

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis du Comité technique en date du 12 décembre 2017 ;

Le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux ;

Vu le décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature ;

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, du Comité technique en date du 15 décembre 2017 ;

Conformément à l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, il est proposé d'organiser le temps de travail des agents de la ville de Sète dans les conditions précisées ci-dessous à compter du 1^{er} janvier 2018 :

Champs d'application - Agents concernés

Sont concernés par les dispositions suivantes les agents titulaires, stagiaires, contractuels, non titulaires, à temps complet, non complet ou temps partiel, des catégories A, B et C qui sont dénommés "agents".

Durée annuelle de travail

Conformément au décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'État et dans la magistrature, la durée légale annuelle de travail effectif est de 1 607 heures, incluant la journée de solidarité.

La durée annuelle de travail effectif est calculée comme suit :

Nombre de jours travaillés : 228 J en moyenne (365 j/an – 104 j de repos hebdomadaires/an – 25 jours de congés annuels – 8 jours fériés en moyenne/an)
x Nombre d'heures par jour 7 h
= Nombre d'heures par an : 1596 h, arrondies à 1600 h
+ Journée de solidarité 7 h
= Durée annuelle de travail effectif 1607 h

Temps de travail effectif

Le temps de travail s'entend comme le temps pendant lequel les agents sont à la disposition de leur employeur et doivent se conformer à ses directives sans pouvoir vaquer librement à leurs occupations personnelles (article 2 du décret n° 2000-815 du 25 août 2000 susvisé).

Les absences liées à l'exercice du droit syndical et le temps pendant lequel l'agent suit une formation professionnelle sont considérés comme du temps de travail effectif.

Le temps exclu du temps de travail effectif comprend notamment :

- la pause méridienne, d'une durée de 45 minutes minimum, au cours de laquelle l'agent peut vaquer librement à ses occupations ;
- le temps de trajet entre le domicile et le lieu de travail désigné comme tel par l'employeur ;
- l'astreinte effectuée au domicile de l'agent et indemnisée dans les conditions du décret n° 2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de la rémunération ou de la compensation des astreintes et des permanences dans la fonction publique territoriale.

Congés annuels

Aux termes de l'article 1er du décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux, les agents en activité ont droit, sous réserve des nécessités de service, pour une année de service accompli du 1er janvier au 31 décembre, à un congé annuel d'une durée égale à cinq fois les obligations hebdomadaires de service.

Cette durée est appréciée en nombre de jours effectivement ouvrés.

Congé(s) fractionné(s)

1 jour de congé supplémentaire est attribué au fonctionnaire ou à l'agent non titulaire dont le nombre de jours de congés pris en dehors de la période du 1er mai au 31 octobre est de cinq, six ou sept jours ;

2 jours de congés supplémentaires sont attribués lorsque ce nombre est au moins égal à huit jours.

Organisation des cycles de travail

Le travail des agents est organisé selon des périodes de référence nommées cycles de travail.

3 formules de cycles existent.

Les agents ont accès aux cycles de travail, selon leur service d'affectation et les nécessités d'organisation et de continuité du service public qu'ils contribuent à mettre en œuvre.

Quand plusieurs cycles leurs sont accessibles, les agents choisissent, après validation de leur chef de service, celui auquel ils veulent adhérer et les horaires qu'ils vont effectuer.

Ce choix se fait pour une année.

Formule 1 : l'annualisation ou les cycles variables (non hebdomadaires)

Les services annualisés / en cycles variables (au mois, trimestre...) sont les suivants :

- Musées
- Sports : équipes techniques et ETAPS
- Police municipale et CSU
- Centre social et ludothèques
- Education : animation et ATSEM

Les agents affectés dans ces services travailleront sur la base de cycles de travail préétablis, calculés en référence au cycle de base (formule 2), définis service par service et dont le décompte du travail annuel réalisé sera présenté en comité technique.

Rappelons que l'objet de ces cycles est double :

- d'une part, elle consiste à condenser le temps de travail de l'agent lorsque la collectivité a des besoins et de le libérer lors des périodes creuses ;
- d'autre part, elle consiste à maintenir une rémunération identique tout au long de l'année, y compris pendant des périodes d'inactivités (ou de faibles activités) telles que par exemple les vacances scolaires.

Dans ce cadre, chaque jour travaillé est équivalent, indépendamment du jour de la semaine concerné.

Pour autant, un agent amené à travailler au-delà de son prévisionnel sur un jour de dimanche supplémentaire, devra récupérer un jour équivalent (dimanche).

A défaut, les heures réalisées ainsi seront majorées de 50% et décomptées comme telles dans l'annualisation.

Egalement, un lissage des jours travaillés, calculés sur la base du nombre réel de jours fériés tombant un jour ouvrable, sera opéré par souci d'équité interne (avec repos compensateur généré en cas de jours fériés supplémentaires travaillés, à raison d'un jour pour un jour, hors cas particulier du 1^{er} mai).

Formule 2 : Le cycle de 36 heures/ semaine sur 5 jours

C'est le cycle de base :

- 4 jours à 7h15 et 1 jour à 7h (le vendredi),
- 25 jours de congés,
- 6 jours de congés RTT.

Formule 3 : Le cycle de 37 heures/ semaine sur 5 jours

Accordé sous réserve des nécessités de service et après accord du chef de service :

- 4 jours à 7h30 et 1 jour à 7h (le mercredi ou vendredi),
- 25 jours de congés,
- 12 jours de congés RTT.

Plages horaires de travail

L'aménagement du temps de travail dans les services ne doit pas générer de diminution de l'amplitude horaire d'ouverture au public.

Les agents (hors cycles annuels, variables ou en journée continue) peuvent moduler leurs horaires journaliers de travail, sous réserve des nécessités de service, dans le cadre d'un dispositif d'horaires variables.

L'organisation des horaires variables doit être déterminée, en accord avec la hiérarchie, en tenant compte des missions spécifiques des services, des nécessités du service public ainsi que des heures d'affluence du public.

Les agents effectuent leur temps de travail en respectant des plages fixes. La plage fixe correspond aux heures pendant lesquelles les agents doivent être présents à leur poste.

Les plages fixes sont arrêtées comme suit : - matin : 9 h 00 - 11 h 30 - après-midi : 14 h 00 - 16 h 30 (hors services fonctionnant en journée continue).

Les agents peuvent donc, le cas échéant :

- débuter leur journée à : 8h, 8h30 ou 9h,
- terminer leur journée à 16h30, 17h, 17h30 ou 18h,
- prendre une pause méridienne de 45 minutes (au minimum), 1h, 1h30 ou 2h.

Dans tous les cas, il conviendra que les plages horaires retenues pour les agents permettent aux services de couvrir l'amplitude d'ouverture au public du site au sein duquel ils travaillent et de garantir une continuité d'organisation et de fonctionnement des missions de service public assurées (polyvalence).

Jours d'ARTT

- Les jours ARTT sont accordés par année civile aux agents à temps complet et à temps partiel, les agents à temps non-complet en étant exclus,
- Ils constituent un crédit ouvert au début de l'année civile considérée, calculé en référence à la moyenne annuelle de 228 jours ouvrables (à proratiser pour un agent travaillant au-delà ou en-deçà de 5 jours par semaine) compte tenu du travail effectif accompli dans le cycle de travail.

Les agents qui n'exerceront pas leurs fonctions sur la totalité de la période de référence (du 1^{er} janvier au 31 décembre), auront droit à un crédit de jours ARTT calculé au prorata de la durée de services accomplis.

Il y aura une réduction des jours ARTT des agents en congés pour raison de santé.

Les congés pour raison de santé, qui ne génèrent pas de droit à RTT, viendront ainsi réduire à due proportion le nombre de jours ARTT acquis annuellement pour les agents qui se sont absentés pour des raisons de santé sur l'année considérée.

Les situations d'absence qui justifient une réduction des droits à RTT sont les suivantes : congés de maladie, de longue maladie, de grave maladie, de maladie longue durée, congés sans traitement pour maladie, y compris ceux résultant d'un accident ou d'une maladie imputable au service.

Les jours ARTT seront défalqués au terme de l'année civile de référence. Dans l'hypothèse où le nombre de jours ARTT à défalquer serait supérieur au nombre de jours ARTT accordés au titre de

l'année civile, la déduction s'effectuera sur les droits à RTT de l'année N+1. En cas de mobilité (mutation, détachement...), un solde de tout compte sera adressé à l'agent.

L'attribution des jours ARTT est liée à la présence effective de l'agent pendant la période de référence qui est l'année civile. Ils sont acquis dès lors que le temps de travail retenu pour le service a été effectivement réalisé.

Journée de solidarité

La journée de solidarité est comprise dans le temps de travail effectué par l'agent selon son cycle.

Contrôle du temps de travail

Chaque chef de service s'assure du respect des cycles de travail de ses agents dans le cadre des dispositions susvisées.

Heures supplémentaires et récupérations

Les horaires réalisés en dépassement des cycles de travail sont gérés par le chef de service selon les modalités ci-après définies :

- seuls les dépassements autorisés préalablement par le chef de service (saisine de la Direction des Ressources Humaines en amont de leur réalisation) pour répondre à un besoin spécifique de la collectivité (événement particulier, manifestation, dossier spécifique, surcroit temporaire et exceptionnel de travail...) sont recensés,
- sur la base minimale et par tranche de 30 minutes,
- saisies dans le progiciel de gestion, pour une rémunération ou une récupération selon les modalités définies au préalable par la collectivité et le cas échéant, le choix de l'agent.

Les heures ainsi faites doivent être récupérées dans le mois qui suit leur génération ou à défaut épargnées sur le compte épargne temps (1 jour généré selon la durée journalière prévu dans le cycle horaire de l'agent).

Sinon, elles seront automatiquement perdues.

Exception sera faite à ces règles concernant les agents relevant de la formule 1 pour lesquels ces heures viendront en déduction du solde annuel n, voire n+1 (gestion globale des heures).

Garanties minimales de repos

La durée hebdomadaire du travail effectif, heures supplémentaires comprises, ne peut excéder ni quarante huit heures au cours d'une même semaine, ni quarante quatre heures en moyenne sur une période quelconque de douze semaines consécutives.

Le repos hebdomadaire, comprenant en principe le dimanche, ne peut être inférieur à 35 heures. La durée quotidienne du travail ne peut excéder 10 heures.

Les agents bénéficient d'un repos minimum quotidien de 11 heures.

L'amplitude maximale de la journée de travail est fixée à 12 heures. Le travail de nuit comprend au moins la période comprise entre 22 heures et 5 heures, ou une autre période de 7 heures consécutives comprises entre 22 heures et 7 heures.

Aucun temps de travail quotidien ne peut atteindre 6 heures sans que les agents bénéficient d'un temps de pause d'une durée minimale de 20 minutes.

Il est possible de déroger à titre exceptionnel aux garanties minimales, sur une période limitée et par décision expresse du chef de service, qui en informe les instances paritaires compétentes, en cas de force majeure, justifiée notamment par :

- la protection des personnes et des biens ;
- la sécurité publique ;
- des événements climatiques particuliers.

Compte d'épargne temps (CET)

Les agents peuvent utiliser leurs jours ARTT exclusivement sous forme de congés, sauf délibération expresse contraire du Conseil municipal.

Les règles d'ouverture, de fonctionnement, de gestion et de fermeture du CET, ainsi que les modalités d'utilisation des droits font l'objet d'une délibération particulière dans le cadre défini par le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 modifié relatif au compte épargne temps dans la fonction publique territoriale.

Autorisations exceptionnelles d'absence (AEA)

A l'occasion de certains événements familiaux ou liés à des motifs civiques, les agents peuvent bénéficier d'autorisations exceptionnelles d'absences (AEA), dans le cadre et selon les modalités prévues à l'annexe 1.

Temps partiel et temps non complet

Les agents en temps partiel verront leur temps de travail réduit proportionnellement au temps de travail du personnel à temps complet.

Le/les jour(s) de temps partiel sont obligatoirement à prendre dans un cadre hebdomadaire (un agent à 90 % travaille 4,5 jours / semaine, à 80 % travaille 4 jours / semaine....).

Le nombre de jours de congés annuels est calculé proportionnellement au temps de travail du personnel à temps complet.

Le temps de travail des agents à temps non complet est organisé par référence au cycle de base, hors attribution de jours d'ARTT s'agissant d'agents n'exerçant pas à temps complet.

Le nombre de jours de congés annuels est calculé proportionnellement au temps de travail du personnel à temps complet.

Astreinte

Une période d'astreinte s'entend comme une période pendant laquelle l'agent, sans être à la disposition permanente et immédiate de son employeur, a l'obligation de demeurer à son domicile ou à proximité afin d'être en mesure d'intervenir pour effectuer un travail au service de l'administration.

Des règlements spécifiques des astreintes sont élaborés par les services concernés dans le respect des dispositions légales et de la délibération du Conseil municipal prise à cet effet.

Modalités de suivi et d'évaluation du cadre de temps de travail

Chaque service présentera en comité technique, les cycles de travail accessibles à ses agents. Un bilan de la mise en œuvre des modalités d'aménagement et de mise en œuvre de la réduction du temps de travail des agents de la ville de Sète sera présenté en Comité technique.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE le dispositif portant définition, durée et organisation du temps de travail des agents de la ville de Sète tel que détaillé ci-dessus ;

DEFINIT les autorisations exceptionnelles d'absence telles que présentées dans l'annexe 1 ;

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-213-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-213

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

PERSONNEL

Objet : PROJET D'INSTAURATION DU TELETRAVAIL

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment son article 7-1 ;

VU le décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-151 du 11 février 2016 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du télétravail dans la fonction publique et la magistrature ;

VU l'avis favorable, à l'unanimité, du Comité Technique en date du 15 décembre 2017;

CONSIDERANT que les agents exerçant leurs fonctions en télétravail bénéficient des mêmes droits et obligations que les agents exerçant sur leur lieu d'affectation ;

CONSIDERANT que l'employeur prend en charge, s'il y a lieu, les coûts découlant de l'exercice des fonctions en télétravail (matériels, logiciels, abonnements, communications et outils ainsi que de la maintenance de ceux-ci) ;

Le télétravail désigne toute forme d'organisation du travail dans laquelle les fonctions qui auraient pu être exercées par un agent dans les locaux de son employeur sont réalisées hors de ces locaux de façon régulière et volontaire en utilisant les technologies de l'information et de la communication ;

Le télétravail est organisé au domicile de l'agent ou, éventuellement, dans des locaux professionnels distincts de ceux de son employeur public et de son lieu d'affectation (télécentre) et qu'il s'applique aux fonctionnaires et aux agents publics non fonctionnaires ;

I/ Contexte de la démarche d'expérimentation

1- Finalités :

Cette organisation du travail vise à permettre de mieux concilier vie professionnelle et personnelle et peut constituer à la fois une réponse :

- pour les agents qui sont susceptibles de rencontrer diverses problématiques (familiales, médicales, sociales...) de manière ponctuelle comme durable,
- comme pour ceux souhaitant gagner en efficacité à certains moments.

Elle permet également, dans une démarche de développement durable, de limiter les déplacements des agents habitant loin de leur résidence administrative.

Le télétravail peut enfin constituer une réponse en cas de crises graves : pandémies, intempéries ou autres situations exceptionnelles (pics de pollution, grève dans les transports...) et à ce titre, il peut être mis en œuvre à titre exceptionnel.

2- Situations de télétravail :

Le télétravail peut se présenter sous quatre formes différentes :

- à domicile : l'agent travaille chez lui de façon exclusive ou partielle ;
- de manière nomade : l'agent conserve son poste de travail physique dans la structure mais dispose des outils pour lui permettre de travailler dans n'importe quel lieu ;
- en télécentre : l'agent travaille à distance de son équipe dans un lieu où sont présents des agents d'autres structures ;
- par le travail en réseau : l'agent est localisé dans un site géographique relevant de la structure mais il dépend d'un responsable localisé dans un autre site.

Le travail doit être réalisé dans le respect des règles :

- de sécurité des systèmes d'information et de protection des données ;
- du temps de travail,
- d'hygiène, sécurité et de prévention des risques,
- des statuts du fonctionnaire (droits et obligations des agents publics).

3- Activités concernées :

Le télétravail n'est pas compatible avec tous les métiers d'une collectivité.

Il convient de maintenir l'obligation de continuité du service public en définissant les postes qui sont compatibles avec une organisation télétravaillée et en s'assurant que les effectifs présents dans la structure soient suffisants pour la bonne organisation du service (définition d'un pourcentage obligatoire de personnel présent dans la structure).

4- Bénéficiaires :

Le télétravail est une modalité d'organisation du travail exigeante, pour les agents comme pour leurs encadrants.

Ainsi, les agents qui souhaitent travailler de cette manière doivent être rigoureux, autonomes, motivés, et en capacité de gérer leur travail seul et d'organiser à cette fin leur temps de travail.

Les responsables doivent être en capacité d'apprécier le travail susceptible d'être réalisé dans ce cadre, d'organiser le fonctionnement du service en conséquence et de contrôler les rendus professionnels réalisés dans ce cadre.

II/ Modalités d'ordre général

1- La détermination des activités éligibles au télétravail

Cette détermination peut se faire par filière, cadre d'emplois et fonctions.

Cette liste doit être déterminée au regard des nécessités de service, le télétravail ne devant pas constituer un frein au bon fonctionnement des services.

Certaines fonctions sont par nature incompatibles avec le télétravail dans la mesure où elles impliquent une présence physique sur le lieu de travail habituel et/ou un contact avec les administrés ou collaborateurs (accueil du public, médiation...).

Pour autant, il est souhaité sur le principe d'autoriser tous les grades et cadre d'emplois, la liste précise des fonctions éligibles au dispositif devant être arrêtée après avis du comité technique.

2- Les locaux mis à disposition pour l'exercice du télétravail

Selon la formule de télétravail retenue, celui-ci pourra s'opérer, selon les nécessités d'outils et de matériels et au choix de l'agent, soit en télécentre (abonnement intégralement pris en charge par la collectivité) soit au domicile de l'agent.

3- Règles à respecter en matière de sécurité des systèmes d'information et de protection des données

La sécurité des systèmes d'information vise les objectifs suivants :

- La disponibilité : Le système doit fonctionner sans faille durant les plages d'utilisation prévues et garantir l'accès aux services et ressources installées avec les temps de réponse attendu ;
- L'intégrité : Les données doivent être celles que l'on attend, et ne doivent pas être altérées de façon fortuite, illicite ou malveillante. En clair, les éléments considérés doivent être exacts et complets ;
- La confidentialité : seules les personnes autorisées ont accès aux informations qui leur sont destinées. Tout accès indésirable doit être empêché ;

Le responsable du traitement, est astreint à une obligation de sécurité. Il doit faire prendre les mesures nécessaires pour garantir la confidentialité des données et éviter leur divulgation :

- Les données contenues dans les fichiers ne peuvent être consultées que par les services habilités à y accéder en raison de leurs fonctions.

Le responsable du traitement doit prendre toutes mesures pour empêcher que les données soient déformées, endommagées ou que des tiers non autorisés y aient accès.

S'il est fait appel à un prestataire externe, des garanties contractuelles doivent être envisagées.

- Les mesures de sécurité, tant physique que logique, doivent être prises (par exemple : Protection anti-incendie, copies de sauvegarde, installation de logiciel antivirus...).
- Les mesures de sécurité doivent être adaptées à la nature des données et aux risques présentés par le traitement.

D'autres aspects peuvent aussi être considérés comme des objectifs de la sécurité des systèmes d'information, tels que :

- La traçabilité (ou « preuve ») : garantie que les accès et tentatives d'accès aux éléments considérés sont tracés et que ces traces sont conservées et exploitables ;
- L'authentification : L'identification des utilisateurs est fondamentale pour gérer les accès aux espaces de travail pertinents et maintenir la confiance dans les relations d'échange ;
- La non-répudiation et l'imputation : Aucun utilisateur ne doit pouvoir contester les opérations qu'il a réalisées dans le cadre de ses actions autorisées, et aucun tiers ne doit pouvoir s'attribuer les actions d'un autre utilisateur.

Les données à caractère personnel ne peuvent être recueillies et traitées que pour un usage déterminé et légitime, correspondant aux missions de l'établissement, responsable du traitement. Tout détournement de finalité est passible de sanctions pénales.

Seules doivent être enregistrées les informations pertinentes et nécessaires pour leur finalité.

Les données personnelles doivent être adéquates, pertinentes et non excessives au regard des objectifs poursuivis.

En cas d'utilisations d'ordinateurs externes, l'agent s'engage également à n'enregistrer aucun code ou mot de passe.

De la même façon, les agents en situation de télétravail seront astreints à des règles de sécurité renforcées : mots de passe complexes, changer à intervalle régulier ou sur demande des services informatiques...

Il convient plus généralement de se référer aux règles édictées dans la charte des nouvelles technologies de l'information et de la communication de la collectivité.

4- Règles à respecter en matière de temps de travail, de sécurité et de protection de la santé

L'agent assurant ses fonctions en télétravail doit effectuer les mêmes horaires que ceux réalisés habituellement au sein de la collectivité.

Durant ces horaires, l'agent doit être à la disposition de son employeur sans pouvoir vaquer librement à ses occupations personnelles.

Il doit donc être totalement joignable et disponible en faveur des administrés, de ses collaborateurs et/ou de ses supérieurs hiérarchiques.

Par ailleurs, l'agent n'est pas autorisé à quitter son lieu de télétravail pendant ses heures de travail.

Si l'agent quitte son lieu de télétravail pendant ses heures de travail sans autorisation préalable de l'autorité territoriale, ce dernier pourra être sanctionné pour manquement au devoir d'obéissance hiérarchique.

L'agent pourra également se voir infliger une absence de service fait pour le temps passé en dehors de son lieu de télétravail.

Enfin, tout accident intervenant en dehors du lieu de télétravail pendant les heures normalement travaillées ne pourra donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service.

De même, tous les accidents domestiques ne pourront donner lieu à une reconnaissance d'imputabilité au service.

Toutefois, durant sa pause méridienne, conformément à la réglementation du temps de travail de la collectivité ou de l'établissement, l'agent est autorisé à quitter son lieu de télétravail.

5- Modalités d'accès des institutions compétentes sur le lieu d'exercice du télétravail afin de s'assurer de la bonne application des règles applicables en matière d'hygiène et de sécurité

En vertu de l'article 40 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 relatif à l'hygiène et à la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale, et selon le règlement interne du CHSCT propre à la Mairie de Sète, les membres du CHSCT (délégation de visite des locaux professionnels) procèdent à la visite des services relevant de leur champ de compétence, dont les locaux de télétravail.

Toutes facilités doivent leur être accordées pour l'exercice de ce droit sous réserve du bon fonctionnement du service.

La délégation peut être assistée du médecin du service de médecine préventive, de l'agent mentionné à l'article 5 (inspecteur santé et sécurité) et de l'assistant ou du conseiller de prévention.

Dans le cas où l'agent exerce ses fonctions en télétravail à son domicile, l'accès au domicile du télétravailleur est subordonné à l'accord de l'intéressé, dûment recueilli par écrit.

Les missions accomplies en application du présent article donnent lieu, comme pour toute visite, à un rapport présenté en CHSCT.

6- Modalités de contrôle du rendu professionnel et de comptabilisation du temps de travail

- Rendu professionnel :

Le chef de service, autorisant le télétravail d'un agent exerçant sous sa responsabilité, doit définir en amont les résultats professionnels attendus de son collaborateur et s'assurer, de manière régulière, de la bonne avancée des travaux confiés.

A cette fin, il lui appartient de mettre en place l'ensemble des outils lui permettant de contrôler l'activité de l'agent (tableaux de bord et de suivi notamment) comme de réaliser des réunions de travail (sur site ou par tout autre moyen : téléphone, visioconférence) et d'en établir le compte-rendu exhaustif.

- Comptabilisation du temps de travail :

Est retenu le système déclaratif : les télétravailleurs doivent remplir, chaque jour concerné, des formulaires dénommés " feuilles de temps " ou auto-déclarations (dématérialisées).

Pour autant, la collectivité se réserve le droit de contrôler l'effectivité du temps de travail et l'exactitude des déclarations (appel téléphonique, pointage sur ordinateur). Le télétravailleur est informé de ces modalités et les accepte.

7- Modalités de prise en charge, par l'employeur, des coûts découlant directement de l'exercice du télétravail

Au besoin et sur sa décision, l'employeur met à la disposition des agents autorisés à exercer leurs fonctions en télétravail les outils de travail suivant : ordinateur portable, téléphone portable.

La collectivité s'engage dans tous les cas à leur donner accès à la messagerie professionnelle et aux logiciels indispensables à l'exercice des fonctions ; le cas échéant, une formation aux équipements et outils nécessaires à l'exercice du télétravail sera mise en place.

8- Durée de l'autorisation d'exercer ses fonctions en télétravail et fin d'exercice

La durée de l'autorisation est d'un an maximum, après une période d'adaptation ou période d'essai.

Au-delà d'un an, l'autorisation peut être renouvelée par décision expresse, après entretien avec le supérieur hiérarchique direct et sur avis de ce dernier.

En cas de changement de fonctions, l'agent intéressé doit présenter une nouvelle demande.

Période d'adaptation :

L'autorisation prévoit une période d'adaptation de 3 mois maximum. Cette période est adaptée à la durée de l'autorisation.

Exemples :

1 an d'autorisation = 3 mois de période d'adaptation,

6 mois d'autorisation = 1 mois ½ de période d'adaptation,

4 mois d'autorisation = 1 mois de période d'adaptation.

Après information des parties (agent et collectivité), il peut être mis fin à tout moment au télétravail en respectant un délai de préavis de 15 jours, nécessaire à l'organisation d'un retour au travail sur site.

L'agent comme la collectivité peut être à l'initiative de cette modification.

Une telle décision de la collectivité pourra être motivée par les nécessités d'organisation et de fonctionnement du service public comme par l'absence ou la moindre efficacité de la mesure (résultats professionnels en-deçà des attentes) voire des dysfonctionnements individuels.

Les attributions ou évolutions de situations de télétravail seront présentées en Comité technique, s'agissant des mesures d'organisation du travail et de fonctionnement des services.

9- Quotités autorisées

La quotité des fonctions pouvant être exercées sous la forme du télétravail dépend de la formule retenue.

10- Formalisation du télétravail

A partir du moment où le télétravail (hors modalité ponctuelle) est accepté par la collectivité, celui-ci donne lieu à signature tripartite d'un protocole individuel de télétravail, signé par l'agent, son responsable hiérarchique et l'employeur.

Il reprend les droits et obligations attachés spécifiquement à cette modalité de travail (objets de la présente délibération) ainsi que les engagements réciproques fixés dans ce cadre.

Il comporte enfin les spécificités inhérentes à la situation de l'agent (durée, horaires, lieu d'exercice...) comme à sa situation d'emploi (missions, rendus professionnels...).

III/ Cadre de l'expérimentation du télétravail proposé à Sète agglomération Méditerranée

Au regard de l'ensemble de ces éléments, il est proposé de mettre en place une expérimentation du télétravail selon les conditions ci-après définies, ceci permettant ensuite d'en réaliser un bilan et, le cas échéant, de faire évoluer ce dispositif.

2 formules sont proposées :

1- Formule dite « temporaire »

Finalités	Répondre ponctuellement à une indisponibilité prolongée d'un agent (immobilisation avec état de santé permettant la poursuite des activités).
Modalités	A domicile : l'agent travaille chez lui, avec un poste adapté dont il dispose ou qui lui est prêté (sans surcoût pour la collectivité ou l'agent).
Activités concernées	Activités compatibles : travail administratif, d'études ou de projets..., ne nécessitant pas un travail quotidien en transversalité ou avec un champ relationnel plus restreint.
Organisation	Télétravail de façon exclusive ou pour partie (définition au cas/cas) Signature d'un protocole individuel
Agents concernés	Agents demandeurs en situation d'indisponibilité prolongée Avis favorable de la hiérarchie

2- Formule dite « cadre »

Finalités	Logique d'efficacité et de plus grande conciliation vie personnelle et professionnelle.
Modalités	A domicile : l'agent travaille chez lui, avec un poste adapté dont il dispose ou qui lui est prêté (sans surcoût pour la collectivité ou l'agent).
Activités concernées	Activités compatibles : travail administratif, d'études ou de projets...
Organisation	Forfait de 2 jours par mois, Fractionnables en 4 demi-journées mais non reportables, Organisation temporaire de travail sollicitée au préalable auprès de la hiérarchie et saisie dans le progiciel RH (circuit dématérialisé à l'identique des absences).
Agents concernés	Agents membres de l'encadrement et volontaires Avis favorable de la hiérarchie

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

DECIDE l'instauration du télétravail au sein de la collectivité à compter du 1^{er} janvier 2018,

DECIDE la validation des critères et modalités d'exercice du télétravail telles que définis ci-dessus,

DIT que les crédits correspondants sont inscrits au budget,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-214

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

PERSONNEL

Objet : DETERMINATION DES RATIOS D'AVANCEMENT

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment son article L.5216-5,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale, et particulièrement son article 49,

Vu le décret n°85-1229 du 20 novembre 1985 modifié relatif aux conditions générales de recrutement des agents de la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié relatif aux CAP des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,

Vu la loi n°2007-209 du 19 février 2007 relative à la fonction publique territoriale,

Vu l'avis favorable, à l'unanimité, du Comité Technique Paritaire en date du 15/12/2017,

Depuis la loi du 19 février 2007, les collectivités définissent elles-mêmes des taux de promotion pour l'avancement de grade de leurs agents, appelés également ratios d'avancement de grade, fixés pour chaque grade d'avancement au sein des trois catégories (A, B et C).

Ces ratios sont déterminés par l'assemblée délibérante pour l'ensemble des grades et échelons spéciaux auxquels peuvent prétendre les agents de la collectivité.

Le ratio est le rapport entre le nombre d'agents qui pourront être promus et le nombre d'agents qui remplissent les conditions statutaires (ancienneté de services effectifs, classement à un échelon minimum, examen professionnel...);

Il demeure un nombre plafond de fonctionnaires pouvant être promus, compris entre 0 et 100 %.

Dans ce cadre, il est proposé de prévoir un ratio à 100% pour l'ensemble des grades de la fonction publique territoriale prévoyant une telle modalité.

D'une manière générale, les promotions ainsi réalisées (avancements de grade ou accès à un échelon spécial) seront déterminées pour l'avenir après examen de différents paramètres tels que notamment le nombre d'agents promouvables, la pyramide du cadre d'emplois, la manière de servir des agents (qualité du travail et assiduité), la gestion prévisionnelle des emplois et la politique budgétaire en matière de ressources humaines de la collectivité, étant entendu qu'un ratio à 100% ne saurait conduire la collectivité à nommer de manière indifférenciée et systématique, tous les agents promouvables.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

la détermination des ratios d'avancement de grade ou taux de promotion à 100% pour l'ensemble des avancements, c'est-à-dire pour tous les grades (toutes catégories confondues A, B et C) et l'accès à un échelon spécial, à compter de ce jour et pour l'avenir,

AUTORISE

Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-215-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

22
ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-215

PERSONNEL

**Objet : REMBOURSEMENT DE FRAIS ENGAGES PAR LE CDG POUR LES
SELECTIONS PROFESSIONNELLES**

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Hervé MERZ Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant diverses dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

Vu le décret n°2012-1293 du 22 novembre 2012 pris pour l'application du chapitre II du titre 1^{er} de la loi susvisée du 12 mars 2012,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 28 novembre 2016 adoptant le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire,

Vu la délibération n°2011-12-09-22 du 9 décembre 2011 du Conseil d'administration du CDG 34 portant sur la détermination d'un barème pour la rémunération des intervenants aux concours et examens,

Vu l'arrêté en date du 03 novembre 2017 du Maire portant ouverture de sessions des sélections professionnelles d'accès à l'emploi titulaire,

La Loi n°2012-347 du 12 mars 2012 renouvelée en 2016 pour 2 ans, a mis en place un dispositif permettant à certains agents contractuels d'accéder à l'emploi titulaire par la voie de sélections professionnelles.

Dans ce cadre, par délibération en date du 28 novembre 2016, le Conseil Municipal a adopté le programme pluriannuel d'accès à l'emploi titulaire.

Par arrêté en date du 03 novembre 2017, le Maire a ouvert la session des sélections professionnelles pour le recrutement dans les grades suivants :

- * Rédacteur,
- * Educateur des Activités Physiques et Sportives,
- * Technicien.

La commission d'évaluation professionnelle chargée d'auditionner les candidats est présidée par une personne qualifiée, désignée par le Président du Centre de Gestion de la fonction publique territoriale de l'Hérault (CDG 34).

La mission de la personne qualifiée ne s'inscrivant pas dans le cadre des missions obligatoires financées par la cotisation obligatoire des collectivités et établissements affiliés au CDG 34, la commune organisatrice de la sélection professionnelle doit rembourser au CDG 34 la rémunération et les frais de missions versés à la personne qualifiée.

Conformément à la délibération n°2011-12-09-22 du 9 décembre 2011 du Conseil d'administration du CDG 34, la personne qualifiée président de la commission d'évaluation percevra, du CDG 34, une rémunération à la vacation selon les taux suivants :

- * 28,39 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie A,
- * 14,69 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie B,
- * 12,27 euros par audition d'un candidat ayant vocation à être titularisé dans un grade de catégorie C.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

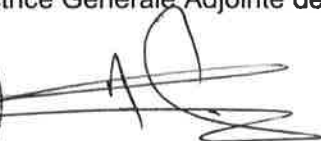

APPROUVE la procédure détaillée permettant de procéder, à l'issue de sessions de sélections professionnelles au remboursement du CDG 34 de la rémunération et des frais de missions liés à l'organisation de la sélection professionnelle,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous documents relatifs à ce dossier,

DIT que les crédits nécessaires sont inscrits sur le compte 020 64131 et 6456 du budget de l'exercice en cours et des exercices suivants de la Ville.

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITÉ.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171219-D-2017-216-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-216

RESTAURATION COLLECTIVE

Objet : GROUPEMENT DE COMMANDE - CONVENTION CONSTITUTIVE AVEC LE CCAS ET LES ÉCOLES PRIVÉES LE SOUS BOIS ET L'ENSEMBLE SAINT JEAN - SAINT VINCENT – LA CITE SCOLAIRE PAUL VALERY – POUR LA RESTAURATION SCOLAIRE ET MUNICIPALE

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Corinne PARAIRE - AZAIS Adjointe s'exprime en ces termes :

La délégation de service en cours pour la restauration collective arrivant à échéance le 31 juillet 2018, une procédure de consultation va être lancée afin de désigner le nouveau prestataire.

Conformément à l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015, La commune de Sète, son CCAS, les écoles privées le Sous bois, l'ensemble Saint Jean – Saint Vincent, La cité scolaire Paul Valéry ont convenu d'adhérer à un groupement de commande, afin d'optimiser leur politique d'achat en matière de restauration scolaire et municipale.

En effet, ces groupements ont vocation à rationaliser les achats en permettant des économies d'échelle mais aussi à gagner en efficacité en mutualisant les procédures de passation des contrats.

Dans ce cadre, une convention constitutive du groupement de commande a été mise en œuvre pour préciser les modalités d'organisation et de fonctionnement du groupement.
Elle désigne comme coordonnateur du groupement, la Ville de SETE qui sera, à ce titre, chargée d'organiser la procédure de consultation, d'assurer l'ensemble des opérations de sélection, et de notifier le marché, étant entendu que chaque membre s'assurera de sa bonne exécution. La Commission d'Appel d'Offre compétente sera celle du coordonnateur du groupement.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

le principe de la mise en œuvre d'une convention constitutive de groupement de commande entre la ville de SETE, le CCAS et les écoles privées le Sous bois, l'ensemble Saint Jean – Saint Vincent, La cité scolaire Paul Valéry, pour la restauration scolaire et municipale.

AUTORISE

le Maire ou l'Élu(e) délégué(e) à signer la convention constitutive du groupement de commande et tous les documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services




Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-217-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

**EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-217**

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

POLITIQUE DE LA VILLE

**Objet : FEDERATION REGIONALE DES MJC DU LANGUEDOC ROUSSILLON -
SUBVENTIONNEMENT - CONVENTION D'APPLICATION ANNUELLE 2018**

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Une convention pluriannuelle de partenariat 2015-2018 a été passée entre la Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau dite « Sète agglomération Méditerranée », la Ville de Sète et la Fédération Régionale des MJC Languedoc Roussillon, pour une durée de 4 ans.

L'objectif de cette démarche est de renforcer une politique socioculturelle et de développement de la vie associative au profit de l'intérêt général de la population du territoire, par le déploiement de compétences en matière de pilotage associatif, au profit de la MJC de SETE implantée sur l'île de Thau.

Dans ce contexte, une convention annuelle d'objectifs, s'inscrivant dans le cadre de la convention pluriannuelle, fixe les différentes orientations :

- déployer les ressources nécessaires et les compétences utiles à l'accompagnement de la MJC de SETE,
- mettre en place un suivi et une formation permanente des personnels fédéraux,
- soutenir les projets portés par la vie associative,
- mettre en œuvre un programme de formation,
- développer l'accueil et l'animation éducative, en direction des enfants et des jeunes, de 6 à 17 ans, au travers des activités de la MJC de SETE,
- développer l'animation pour les jeunes (15/25ans), par une pédagogie de projet et de formation citoyenne,
- impulser des projets d'actions de réseaux pour développer les capacités d'agir de la MJC de SETE auprès des différents publics,
- développer et coordonner les événementiels culturels de la MJC de SETE,
- pourvoir, de façon permanente, la MJC de SETE et ses acteurs, de ressources, de compétences, d'informations capitalisées au sein du réseau régional et national des MJC de SETE,
- assurer la médiation et l'animation des relations entre la Ville de Sète, Sète agglomération Méditerranée, la MJC de SETE et la Fédération Régionale des MJC Languedoc Roussillon,
- Assurer l'encadrement du projet global d'AJSH 14 à 17 ans dans les conditions de déclaration et d'obligations en vigueur des Accueils Collectifs de Mineurs et dont les objectifs généraux répondent aux orientations de la politique jeunesse de la ville de Sète telles que décrites dans la convention d'objectifs 2018.

En 2018, dans le cadre de son accompagnement, la Ville versera à la Fédération Régionale des MJC Languedoc Roussillon une participation financière d'un montant de 158 940 €.

Cette subvention sera versée en 3 fois, selon les modalités suivantes :

- 60% du montant au début du premier trimestre (en janvier), soit 95 364 €,
- 35% du montant à la fin du second trimestre (avant juin), soit 55 629 €,
- le solde en fin d'année (en décembre), soit 7 947 €.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

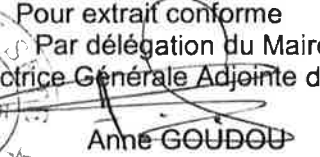

ADOpte la convention d'objectifs entre la ville de Sète et la FRMJCLR ci-annexée,

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention d'objectifs ainsi que tout document s'y rapportant,

Approuve le versement d'une subvention de 158 940 € à la Fédération Régionale des MJC Languedoc Roussillon, selon l'échéancier précité, étant précisé que les crédits nécessaires au règlement de la dépense sont inscrits au budget Politique de la Ville sur la ligne « subvention de fonctionnement associations et autres » - imputation 510-6574.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU


La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr



EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-218

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

ACTION SOCIALE

Objet : CHANTIER D'INSERTION - CONVENTION DE PARTENARIAT A PASSER AVEC L'ASSOCIATION PASSERELLES CHANTIERS

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La Ville de SETE a décidé de s'associer à l'association Passerelles Chantiers pour la réalisation d'une action de chantier école d'insertion dans le cadre de chantier de construction et de réhabilitation en maçonnerie et aménagements d'espaces sur la commune.

Cette action intitulée « **Chantier d'insertion Bâtiment – Bassin de Thau** » est financée par l'Etat par l'intermédiaire de la Direction Départementale du Travail et de l'Emploi, par le Département de l'Hérault et le Fonds Social Européen et par les communes qui accueillent des chantiers.

Elle concerne 12 personnes, jeunes et adultes répondant aux critères de l'insertion par l'activité économique.

Les travaux des chantiers d'insertion qui se dérouleront du 1er janvier au 30 juin 2018 concernent :

- La réfection de caniveaux en calade parc Simone VEIL.

La participation de la Commune à cette action, a été estimée à :

Montant HT : 9 113,48 €,
TVA 20 % : 1 822,69 €,
Montant TTC : 10 936,17 €.

Une convention de partenariat qui a pour objet de contractualiser les engagements réciproques de la Commune et de l'association Passerelles chantiers, a été établie.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

ADOpte cette convention,

Autorise Monsieur le Maire, ou son représentant, à les signer ainsi que tous les documents s'y rapportant,

Decide que la dépense sera prélevée sur les crédits qui seront inscrits à cet effet au budget 2018 sous l'imputation :
821 – 2151 PVRD/AMUR - opération 16002

DELIBERATION ADOPTÉE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-219-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  **sete**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-219

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

ACTION SOCIALE

Objet : CENTRE SOCIAL - CONTRAT LOCAL D'ACCOMPAGNEMENT A LA SCOLARITE -
CONVENTION D'OBJECTIFS AVEC LA CAISSE D'ALLOCATIONS FAMILIALES DE
L'HERAULT

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Madame Conception CANDORE-PELIZZA Adjointe s'exprime en ces termes :

Le Contrat Local d'Accompagnement à la Scolarité (CLAS) désigne l'ensemble des actions visant à offrir, aux côtés de l'école, l'appui et les ressources dont les enfants ont besoin pour réussir leur scolarité.

Les actions CLAS se déroulent hors du temps d'enseignement et sont distinctes de celles que l'Education Nationale met en œuvre pour les élèves en difficulté.

Elles sont centrées sur l'aide aux devoirs et les apports culturels nécessaires à la réussite scolaire et valorisent les objectifs éducatifs permettant aux enfants et aux jeunes :

- d'acquérir des méthodes, des approches et des relations susceptibles de faciliter l'accès au savoir,
- d'élargir leurs centres d'intérêt et de promouvoir leur apprentissage de la citoyenneté par une ouverture sur les ressources du territoire et de l'environnement proche,
- de valoriser leurs acquis afin de renforcer leur autonomie personnelle et leur capacité de vie collective.

Elles permettent également d'offrir un accompagnement et des conseils aux familles en proposant aux parents un espace d'information, de dialogue, de soutien, de médiation, leur permettant une plus grande implication dans le suivi de la scolarité de leurs enfants.

Le CLAS s'inscrit ainsi dans les politiques éducatives territoriales et participe au renforcement de l'égalité des chances des enfants et des jeunes.

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Hérault, dans le cadre de ses missions de soutien aux collectivités pour l'amélioration de leurs offres de services aux familles, apporte une aide financière pour les actions conduites par le centre social de 12 000 € répartie comme suit:

- 6 000 € au titre des actions CLAS proposées sur le centre GABINO,
- 6 000 € au titre des actions CLAS proposées sur le centre Villefranche.

Les présentes conventions sont conclues pour la période du 01/09/2017 au 30/06/2018.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal



APPROUVE les deux conventions d'objectifs et de financement des actions CLAS respectivement pour le centre GABINO et le Centre Villefranche,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à les signer ainsi que tout document s'y rapportant,

DECIDE que la recette sera perçue sur les comptes prévus à cet effet :
Nature : 7478 fonction : 421 Service : centre social

AUTORISE le trésorier Municipal à faire recette le moment venu.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU


Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-220

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : REPOS DOMINICAL - ANNEE 2018 - AVIS DU CONSEIL MUNICIPAL

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGES donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Rudy LLANOS Adjoint s'exprime en ces termes :

Le principe du repos dominical connaît plusieurs types de dérogations.

S'agissant des commerces de détail non-alimentaires, la commune de SETE est classée « commune touristique » au sens du Code du travail, par un arrêté préfectoral en date du 27 juin 1995.

Dès lors, et depuis les modifications introduites par la loi n°2009-974 du 10 août 2009, puis par la loi n°2015-990 du 6 août 2015, il est possible de donner, de droit, aux salariés, le repos hebdomadaire par roulement dans les zones touristiques caractérisées par une affluence particulièrement importante de touristes.

Par un courrier en date du 25 août 2016, le Préfet de l'Hérault a donc confirmé l'inutilité de prononcer des dérogations au repos dominical pour les commerces de détail non-alimentaires.

S'agissant des commerces de détail alimentaires, ils bénéficient d'un régime juridique différent.

Conformément aux dispositions de l'article L3132-13 du Code du travail: « *Dans les commerces de détail alimentaire, le repos hebdomadaire peut être donné le dimanche à partir de treize heures.* ».

Au-delà de 13 H 00, les commerces peuvent bénéficier d'une dérogation au repos dominical dont les conditions sont définies à l'article L.3132-26 du Code du travail. Le nombre de ces dimanches ne peut excéder douze par an.

La liste des dimanches est fixée avant le 31 décembre par arrêté du Maire, pour l'année suivante. L'arrêté du Maire est pris après avis des organisations d'employeurs et de salariés intéressées. Cette liste peut être modifiée dans les mêmes formes en cours d'année.

Pour les commerces de détail alimentaire dont la surface de vente est supérieure à 400m², lorsque certains jours fériés sont travaillés, ils sont déduits des dimanches désignés par le Maire, dans la limite de trois, par l'établissement.

Pour l'année 2018, à ce jour, seul le magasin AUCHAN a sollicité une dérogation pour douze dimanches.

SETE AGGLOPOLE MEDITERRANEE, saisie par courrier du 14 septembre 2017, a approuvé, lors de son Conseil communautaire du 30 novembre, les dimanches suivants :

07 et 14 janvier, 1er avril, 20 mai, 1^{er} et 08 juillet, 25 novembre et 02, 09, 16, 23 et 30 décembre 2018.

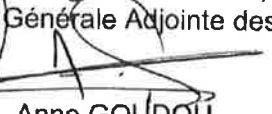
Il vous est proposé d'émettre un avis favorable à cette demande et d'accorder douze dimanches pour l'année 2018 aux commerces de détail alimentaires de la Commune.


Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

EMET un avis favorable à la proposition susvisée,

AUTORISE Monsieur le Maire ou son représentant à signer tous actes inhérents à l'application de la présente délibération.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 32 VOIX POUR ET 10 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services

Anne GOUDOU



La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171218-D-2017-221-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017

ville de  **sète**

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-221

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : EXPLOITATION DES JEUX DU CASINO - LANCEMENT D'UNE CONSULTATION
POUR L'ATTRIBUTION D'UNE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC - ANNEES
2018 A 2021

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Adjoint s'exprime en ces termes :

L'actuelle délégation de service public par affermage pour l'exploitation du casino de la Corniche, confiée à la Société « SETE LOISIRS SAS », se terminera le 31 octobre 2018.

Au delà de cette date, le renouvellement d'une telle activité s'impose compte tenu de l'impact économique et touristique pour Sète.

En effet, s'il est vrai que depuis 2008 et l'interdiction de fumer dans les lieux publics notamment, l'activité du casino a connu une baisse sensible, il n'en demeure pas moins que sa présence a des effets bénéfiques sur le tourisme et l'économie locale :

- des effets directs : recettes provenant du prélèvement sur les jeux et emplois générés,
- des effets indirects : en attirant toute l'année des publics en recherche d'offres diversifiées.

La décision a donc été prise de perpétuer cette exploitation et de la continuer dans le cadre d'une gestion déléguée, en application des articles L1411-1 et suivants du CGCT.

Conformément à la réglementation, la commission consultative des services publics locaux a été consultée sur ce mode de gestion.

Cette délégation serait conclue pour une durée de 3 ans, jusqu'au 31 octobre 2021 et elle s'exercerait dans les locaux actuels du casino à la Corniche.

Toutefois la collectivité a pour objectif de proposer, lors d'une prochaine délégation, de déplacer l'exploitation des jeux sur le territoire de la Commune.

Dans ce cadre, tant la passation d'une procédure que la réalisation du nouvel ouvrage, outre la maîtrise du foncier, peut excéder la date de fin du présent contrat.

Afin de ne pas interrompre l'exploitation et la continuité du service public, la présente concession pourra donc faire l'objet d'une prorogation pour une durée d'un an.

Dans toutes les hypothèses, le présent contrat prendra donc fin au plus tard le 31 octobre 2022.

Conformément à l'article L1411-4 du CGCT, le rapport présentant les caractéristiques générales des prestations que doit assumer le délégataire est joint à la présente.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

- le lancement d'une procédure de délégation de service public par affermage pour l'exploitation d'un casino à Sète, pour les années 2018 à 2021,


AUTORISE

Monsieur le Maire ou l'élu délégué à lancer l'appel à candidatures et à accomplir tous les actes nécessaires à la procédure.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

ville de sète

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-222

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Objet : GESTION DU SITE RADIOELECTRIQUE DU MONT SAINT CLAIR - AVENANT DE PROLONGATION

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

Vu l'article L1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales alinéas 1 et 2,

Vu l'avis de la Commission Délégation de Service Public réunie le 8 décembre 2017,

La collectivité et TDF ont signé un contrat d'affermage en date du 19 septembre 2006 pour la gestion des infrastructures passives du site radioélectrique du Mont Saint Clair à Sète. Ce contrat a été notifié à TDF le 16 janvier 2007.

Par délibération du 12 février 2007, le Conseil Municipal a adopté l'avenant n°1 qui modifie la raison sociale du gestionnaire et supprime les dispositions figurant à l'article 3-1-4 impliquant une tacite reconduction du contrat de délégation de service public.

L'avenant n°2 du 13 avril 2007 a permis à TDF de céder le contrat d'affermage à la société Antalis-TV comme prévu à l'article 16 des clauses contractuelles du contrat.

L'avenant n°3 du 17 août 2007 a modifié la convention de délégation de service public octroyant à Antalis-TV l'affermage du site radioélectrique, afin d'autoriser ses clients à mettre à disposition de tiers les infrastructures passives.

Il est proposé la passation d'un avenant n°4 à ce contrat d'affermage afin d'intégrer les modifications suivantes :

- La Ville de Sète reprend à sa charge l'entretien et la maintenance des sanitaires publics du site du Mont Saint-Clair,
- La durée de la DSP est allongée de 14 mois portant la fin du contrat au 15 mars 2020,
- Ces modifications ont pour conséquence une augmentation de la redevance d'affermage perçue par la ville de :
 - . 17 000€ équivalent aux dépenses de fonctionnement de TDF pour la gestion sanitaires,
 - . 12953€ HT de compensation forfaitaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE l'avenant n°4 précité,

AUTORISE Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant n°4 ainsi que tous documents s'y rapportant.

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

ville de **sete**

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-223

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

SERVICES TECHNIQUES

Objet : CONTRAT DE PARTENARIAT PUBLIC PRIVE PORTANT SUR LA RENOVATION ET LA GESTION DE L'ECLAIRAGE PUBLIC, LA SIGNALISATION LUMINEUSE TRICOLERE ET LES EQUIPEMENTS ELECTRIQUES URBAINS DE LA VILLE DE SETE - RAPPORT ANNUEL 2016-2017

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdolkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Emile ANFOSSO Adjoint s'exprime en ces termes :

La gestion et la rénovation du patrimoine éclairage public, de la signalisation lumineuse tricolore et des équipements électriques urbains de la Ville de Sète ont été confiées au groupement d'entreprises SOGETRALEC – CITELUM par un contrat de partenariat public privé signé le 26 juillet 2013 et rentré en vigueur le 01 août 2013 pour une durée de 20 ans.

En application de l'article VI.1.2 du contrat de Partenariat et de L-1411-14 du Code Général des Collectivités Territoriales, le contractant établit un rapport annuel qui est présenté à l'assemblée délibérante de la collectivité territoriale afin de permettre le suivi de l'exécution du contrat.

Ce rapport et ses annexes portent sur la quatrième année d'exécution du contrat et permettent à l'autorité délégante d'apprécier les conditions de son exécution dans les domaines techniques, patrimoniaux et financiers.

Il a été soumis à la Commission Consultative des Services Publics Locaux qui s'est réunie le 12 décembre 2017.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

PREND ACTE

du rapport annuel du contrat de partenariat public privé portant sur la rénovation et la gestion de l'éclairage public, la signalisation lumineuse tricolore et les équipements électriques urbains de la ville de Sète,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-224

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

URBANISME

Objet : ZAC ENTREE EST SECTEUR SUD - RACHAT DES BIENS ACQUIS PAR
L'ETABLISSEMENT PUBLIC FONCIER DU LANGUEDOC ROUSSILLON

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur François COMMEINHES Maire s'exprime en ces termes :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) à vocation d'habitat mixte sur l'Entrée Est secteur Sud a été créée par délibération du 20 octobre 2005, afin de réaliser un projet de restructuration urbaine permettant à terme la construction de logements, dont 25% de logements locatifs aidés, ainsi que l'installation de services et d'activités.

Sa réalisation a été confiée à la SA ELIT par une convention publique d'aménagement, approuvée par délibération du conseil municipal en date du 20 avril 2006.

L'intervention de l'Etablissement Public Foncier du Languedoc Roussillon (EPF LR) a été sollicitée afin d'assurer le portage foncier d'une partie des terrains de la ZAC Entrée Est secteur Sud. Une convention opérationnelle entre l'EPF LR et la ville de Sète a ainsi été approuvée par délibération du 13 décembre 2010 et signée le 21 décembre 2010, portant sur une durée de 5 ans et arrivant donc initialement à échéance le 20 décembre 2015.

Un avenant n°1 à ladite convention, ayant pour objet de relever de 5 à 7 ans la durée du portage financier de l'opération par l'EPF LR (article 3) et d'intégrer des compléments apportés aux conditions de cession des biens acquis par l'EPF LR, a été approuvé par délibération du 30 novembre 2015 et signé le 21 décembre 2015.

La convention arrivant à échéance le 22 décembre 2017, l'EPF a sollicité la ville par courrier du 14 juin 2017 afin de prévoir les démarches d'acquisition des biens portés par l'EPF.

Le courrier de l'EPF du 20 novembre 2017 confirme l'impossibilité de prolonger cette période de portage, tant pour des raisons comptables que réglementaires.

Conformément à l'article 6.6 de la convention opérationnelle, le prix de cession est calculé à partir du prix de revient actualisé soit un montant de 2 504 017,63 € HT (cf. fiches en annexe) comprenant une TVA sur prix totale pour l'acquisition de la parcelle AK 34 et une TVA sur marge pour le solde soit la somme de 2 664 241,31 € TTC.

Le tableau ci-dessous rappelle les biens acquis par l'EPF LR à ce titre :

Référence cadastrale	Superficie parcelle (m²)	Emprise totale (m²)	Montant acquisition (€)	Propriétaire initial	Date acquisition
AK 34	6730	6730	495 036 €	Uccoar	10/06/2011
AK 80 lot 3		0	86 000 €	Rière	21/10/2011
AK 80 lot 8		0	100 000 €	Peyronnet	23/12/2011
AK 37	2815	2815	820 000 €	Stanzione	24/01/2012
AK 80 lot 5		0	175 000 €	Boughelmia	15/01/2013
AK 80 lot 7		0	86 000 €	SCI DEDI	29/10/2013
AK 80 lot 6		0	95 000 €	Puech-Zerilla	31/12/2014
AK 80 lots 1,2 et 4	374	374	315 000 €	Spinelli	20/11/2016
	9 545		2 172 036 €		

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

l'acquisition des biens précédemment acquis par l'EPF (listés dans le tableau ci-dessus) dans le cadre de la convention opérationnelle signée entre la ville de Sète et l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon le 21 décembre 2010, pour un montant de 2 504 017,63 € HT soit la somme de 2 664 241,31 € TTC,

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer les actes et tout document s'y rapportant.

DECIDE

que la dépense sera prélevée sur les crédits suivants :
NATURE : 2115 FONCTION : 820 SERVICE : URBANISME.

DELIBERATION ADOPTEE A LA MAJORITE PAR 34 VOIX POUR ET 8 VOIX CONTRE,
Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.

Secrétariat Général

Accusé de réception en préfecture
034-213403017-20171219-D-2017-225-DE
Date de télétransmission : 19/12/2017
Date de réception préfecture : 19/12/2017



Tél. : 04 99 04 70 19

Fax : 04 67 74 98 44

E-mail : secretariatgeneral@ville-sete.fr

CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 18 DECEMBRE 2017

EXTRAIT DU
REGISTRE DES
DELIBERATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL
D-2017-225

COMMERCE - ARTISANAT

Objet : HALLES - FIXATION DES REDEVANCES D'OCCUPATION ET D'UTILISATION DU
DOMAINE PUBLIC - AUTORISATION DE RECETTE

L'an deux mille dix-sept et le 18 décembre, à 18h30, le conseil municipal de la Ville de SETE s'est réuni à la Salle Georges BRASSENS, sous la présidence de Monsieur François COMMEINHES, Maire.

Etaient présents : François COMMEINHES, Rudy LLANOS, Anne de GRAVE, Emile ANFOSSO, Jocelyne VILLA-GIZARDIN, Hervé MERZ, Marie DE LA FOREST, Sébastien PACULL, Corinne PARAIRE - AZAIS, Gérard CASTAN, Christelle ESPINASSE, Michel BODART, Conception CANDORE-PELIZZA, Jean-Marie TAILLADE, Antoine DE RINALDO, Jean-Claude GROS, Elyane MICHEL - SARDA, Gérard NAUDIN, Corinne DAMBIELLE - MOSLER, Blandine AUTHIE, Colette GUIRAUDOU - JAMMA, Dominique CHABANEL - VIE, Patrick ANDRE, Christine SIMON - AUBRY, Vincent SABATIER, Romain FERRARA, François LIBERTI, Jean-Luc BOU, Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Marion JEANNE, Marie-Christine VION-LECLERC, Christian DALMON, Gaetan LIGUORI, Claude MUSLIN.

Etaient absents ayant donné pouvoir : Catherine MARAVAL donne pouvoir à Gérard CASTAN, Abdelkader BOUALLAGA donne pouvoir à François COMMEINHES, Jocelyne CASSANY donne pouvoir à Hervé MERZ, Lydie DI CRASTO - MANCUSO donne pouvoir à Blandine AUTHIE, Céline DROUET - PAILHES donne pouvoir à Romain FERRARA, Sébastien ANDRAL donne pouvoir à Véronique CALUEBA-RIZZOLO, Sébastien DENAJA donne pouvoir à François LIBERTI, Francine LOPEZ-COMMENGE donne pouvoir à Gaetan LIGUORI

Etait absente : Virginie ANGEVIN

Monsieur Romain FERRARA est désigné à l'unanimité comme secrétaire de séance.

Monsieur Sébastien PACULL Adjoint s'exprime en ces termes :

Après consultation des organisations professionnelles intéressées, je vous propose aujourd'hui de fixer les nouveaux montants des redevances d'occupation du Domaine Public relatives aux locations d'étals des Halles, selon le tableau ci-dessous :

NATURE	MODE DE CALCUL	DROITS D'OCCUPATION A compter du 1 ^{er} janvier 2018
HALLES		
Droits d'occupation des étals : • catégorie 1 (couleur jaune) • catégorie 2 (couleur bleue) • catégorie 3 (couleur rouge)	étal/mois	66.20€ 62.27€ 58.34€
Charges locatives des étals : • catégorie 1 • catégorie 2 • catégorie 3	étal/mois	19.45€ 16.15€ 13.20€
Droits d'occupation en dehors des étals pour installation de tables et chaises	m²/mois	3.30€
Droits d'occupation des boutiques sur le parvis des halles rue Gambetta (loyers): • boutique n° 1 (36 m²) • boutique n° 2 (25 m²) • boutique n° 3 (18m²) • boutique n° 4 (18m²) • boutique n° 5 (10m²) FORFAIT ELECTRICITE/CHAUFFAGE BOUTIQUE	boutique/ mois m²/mois	617.10€ 423.50€ 307.95€ 307.95€ 175.75€ 1.40€
FORFAIT EAU (poissonniers/coquillages)	étal/mois	8.00€
FORFAIT EAU (autres activités)	étal/mois	3.20€
FORFAIT ELECTRICITE	étal/mois	8.00€

Tous ces droits de place tiennent compte des frais de fonctionnement, de la valeur de l'avantage procuré ainsi que de l'intérêt public local.

Après en avoir délibéré, le Conseil municipal

APPROUVE

à compter du 1^{er} janvier 2018 les montants des redevances d'occupation et d'utilisation du Domaine Public communal relatives aux halles, tels qu'indiqués dans le tableau ci-dessus

AUTORISE

le Trésorier municipal à faire recette sous les imputations prévues à cet effet du Service DOPB

AUTORISE

Monsieur le Maire ou son représentant à signer tout document s'y rapportant

DELIBERATION ADOPTEE A L'UNANIMITE.

Plus n'est délibéré et les membres présents ont signé.

Pour extrait conforme
Par délégation du Maire,
La Directrice Générale Adjointe des Services



Anne GOUDOU

La présente décision est susceptible de recours devant le Tribunal administratif de MONTPELLIER dans le délai de deux mois à compter de sa notification/publication.